

Cité

Revue de la Nouvelle Citoyenneté

Dialogue dissident



Cité N° 9 — Septembre - Octobre - Novembre 1984 — 15 F

Numéro de commission paritaire : 04853

ISSN 756 - 320

SOMMAIRE DE CE NUMÉRO :

Editorial (Ph. Cailleux) page 1

Dossier

Nature de l'Union Soviétique (M. Markovic) page 3

La politique et la conscience (V. Havel) page 13

A propos de la pensée dissidente
dans les pays de l'Est européen (M. Hybler) page 39

Chronique

Chine millénaire, Chine nouvelle (2) (M. Fontaurelle) .. page 57

CITÉ - revue d'expression politique - Rédacteur en chef : Ph. Cailleux -
Directeur : Y. Aumont, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS, tél. : 297.
42.57.

ABONNEMENT : Pour 5 numéros : Normal : 60 F - Soutien : 100 F -
Fondateur : 500 F, à l'ordre de «CITÉ» CCP 23 982 63 N Paris.

Les photos de ce numéro illustrent la vie quotidienne en Union Soviétique, Hongrie et Tchécoslovaquie : mirador à la frontière yougoslavo-hongroise (p. 14) - travailleuse agricole en URSS (p. 19) - Vues de Moscou (pp. 22, 27, 28, 37, 42, 43, 47), paysans tuant le cochon en Hongrie (p. 33), petite exposition sur les «libérateurs» soviétiques dans le métro de Prague (p. 38), emblème d'une communauté agricole dans la campagne tchèque (p. 40), «l'amitié des peuples tchèque et soviétique est indéfectible», slogan à Prague (p. 49). Ces photos sont la propriété de Jacques Cornu, Philippe Delorme et Patrice Le Roué. Les photos de Chine ont été prises durant le voyage qui fait l'objet du récit que nous publions en feuilleton depuis le numéro 5 de «Cité».

Imprimerie spéciale de «Cité»

Dialogue dissident

Par delà leur commun refus et leur résistance à un pouvoir, une idéologie, les dissidents forment une communauté, un groupe dont le caractère hétérogène apparaît de plus en plus nettement. La vigueur, l'ardeur des récents débats ont cristallisé les passions autour de quelques noms, principalement ceux de Soljenitsyne et Siniavski (1). Pour ce dernier, rien de plus naturel comme il s'en explique dans son article sur «l'expérience de la dissidence», s'inquiétant même d'un excès d'unité de vues, «car les dissidents, par nature, ne sont pas un parti politique, ni même une idéologie. Le rejet de l'idéologie soviétique suppose non seulement l'hétérodoxie par rapport à cette idéologie particulière, mais aussi une certaine variété d'opinions au sein de cette hétérodoxie.»

Dès lors fallait-il concevoir ce numéro de «Cité» comme une approche de cette variété d'opinions au risque de distribuer bons et mauvais points. Tel ne fut pas notre choix. Notre «dialogue dissident», ne prétendant nullement être exhaustif, apporte des réponses à 3 questions :

— La presse occidentale, dans l'ensemble, a rendu interchangeables les adjectifs «russe» et «soviétique», les noms «Russie» et «Union Soviétique», employant les premiers pour désigner les seconds. Cette substitution fréquente ne doit-elle pas nous amener à réfléchir sur ce qui la fonde afin d'apprécier la nature exacte des enjeux ?

— Les dissidents des pays de l'Est ont souvent constaté qu'après avoir - leur pays d'origine quitté - trouvé un écho favorable voire excessif (2) et des interlocuteurs intéressés par le récit de leur dissidence et soucieux d'apporter leur soutien, le désenchantement prenait la suite des préjugés jouant ici un rôle décisif, il nous faut donc nous interroger : dans quelles conditions un dialogue entre pensée dissidente et interlocuteurs occidentaux se révèle-t-il possible ?

(1) Voir notamment «Nos pluralistes» (Réponse à quelques détracteurs) Alexandre Soljenitsyne chez Fayard et «l'expérience de la dissidence» André Siniavski dans le n° 28 de la revue «Le débat».

(2) «Quoi de plus absurde en effet que de se trouver affublé d'un rôle de héros professionnel, d'être assimilé à une icône miraculeuse, transportée de ville en ville ?» Vladimir Boukovsky in «Cette lancinante douleur de la liberté».

— Outre ces interrogations portant sur deux mondes analysés dans leurs différences, il restait à aborder un point crucial : celui de leur appartenance commune à la modernité. Sur ce vaste courant de pensée qui traverse l'Europe puis le monde depuis le XVIII^{ème} siècle, l'Est ne nous apporte-il pas de précieux renseignements ? Analysée comme tendance extrême du rationalisme occidental, ne devient-il pas alors une «avant-garde de la crise globale de la civilisation» (3), apportant d'utiles réflexions sur notre propre crise ?

Dialogue dissident, paroles de dissident. Nous avons ouvert cette revue à trois d'entre eux. Leurs réponses nous permettent de mieux mesurer les enjeux.

Philippe CAILLEUX

(3) Voir «La politique et la conscience» de Vaclav Havel dans ce numéro.

SUR LA NATURE DE L'UNION SOVIETIQUE

Frédéric Aimard : Avec des exemples pris aussi bien dans la presse - et les titres de journaux que vous nous avez cités sont éloquentes : *«Les Russes commettent des crimes contre l'humanité en Afghanistan»*. *«Les fusées russes sont pointées sur l'Europe»*. *«Au Liban, la Russie trouvera enfin un accès aux mers chaudes»*, *«Le sixième tsar rouge vient d'être intronisé au Kremlin»* -que dans le monde universitaire ou politique, vous avez rappelé que pour la plupart des Français le fil conducteur permettant de comprendre la politique soviétique est l'idée que cette politique est en quelque sorte la continuation de l'impérialisme russe sous un autre nom. Pour vous cette vision des choses, même quand elle ne se présente pas d'une façon aussi simpliste, est une dangereuse diversion qui nous fait oublier notre ennemi principal, à savoir le communisme international en tant que tel...

Marko Markovic : Il faut d'abord se faire historien. On anesthésie nos facultés de jugement politique lorsqu'on tente d'identifier les tsars et leur autocratie, de même que leur politique internationale et nationale avec les dirigeants et les systèmes totalitaires.

Entre l'autocratie ou si l'on veut la tyrannie des tsars et le pouvoir totalitaire il y a d'abord une différence de degré que j'illustrerai par des statistiques trop souvent négligées.

(1) Marko Markovic
«La philosophie de l'inégalité et les idées politiques de Nicolas Berdiaev»,
Nouvelles Editions Latines

Marko MARKOVIC. Ecrivain d'origine yougoslave vivant en France depuis de nombreuses années, est l'auteur de plusieurs livres publiés en différentes langues, dont une étude sur Nicolas Berdiaev qui fait autorité (1). Il a prononcé le 16 mai 1984, dans les locaux du journal *«Royaliste»*, une conférence sur le thème *«URSS et Russie»*. Dans le présent entretien nous nous sommes attachés à reprendre pour les lecteurs de *«Cité»* les principales questions posées lors de cette conférence.

MARKO MARKOVIC

Sous le régime tsariste, il y a eu en tout et pour tout environ 10.000 déportés au XIXème siècle -malgré une action terroriste très virulente- et 894 exécutions entre 1820 et 1905. Après une flambée de terrorisme consécutive à la révolution de 1905, la répression augmente sous Stolypine, si bien qu'on enregistre 782 exécutions de terroristes rien qu'en 1907, mais il ne faut pas oublier qu'on compte pour la même année 2543 victimes du terrorisme. Dans l'ensemble, ces chiffres me paraissent bien pauvres à côté des 40 ou 60 millions d'innocents exécutés sous le régime bolchevique.

La différence de nature est beaucoup plus importante. Ceux qui décrivent la tyrannie tsariste, oublient que les tsars étaient, pour la plupart, des princes chrétiens, profondément croyants, donc à l'écoute de leur conscience et que les tsars étant chefs de l'Eglise - à l'instar de la Reine d'Angleterre aujourd'hui - ils étaient liés par des obligations morales au moins aussi fortement qu'ils l'auraient été par une constitution.

D'ailleurs les tsars n'étaient pas privés du consentement populaire et ne régnaient pas uniquement par la terreur. Depuis Pierre le Grand, les tsars étaient des adeptes du **despotisme éclairé**. Tous ont fait des réformes plus ou moins importantes qui devaient aboutir à l'octroi d'une constitution. Alexandre II, à qui l'on doit l'abolition du servage, a été assassiné la veille de la signature de la constitution préparée par son ministre Loris-Melikov comme le sera Stolypine, auteur de la réforme agraire sous Nicolas II. Avec le recul historique, on note que les périodes de retard ou d'arrêt provisoire des réformes coïncidaient avec les poussées de révolte et de terrorisme. Il apparaît que le mécontentement quasi général de la couche instruite de la population était fondé sur une erreur de jugement extrêmement grave selon laquelle l'institution à abattre était le tsarisme, or le vrai danger contre la liberté venait des révolutionnaires, comme l'a prouvé la suite des événements.

Surtout on peut affirmer qu'il n'y a rien dans le tsarisme russe qui puisse être comparé à l'idéologie totalitaire et omniprésente du communisme et ses traits - désormais classiques - dégagés par Hannah Arendt : l'institution du Chef, la destruction de toutes les entités organiques, les hiérarchies parallèles, le sacrifice de l'économie au profit de la politique, la terreur permanente qui est mise en place lorsque le régime n'a plus d'ennemis politiques et les camps de concentration qui ne sont pas des excroissances de la société mais des modèles appelés à s'imposer à tout le corps social jusqu'à ses dernières fibres.

SUR LA NATURE DE L'UNION SOVIETIQUE

Frédéric Aimard : Si pourtant le régime soviétique et la Russie n'ont rien de commun dans leurs fondements, ne peut-on pas être frappé par la similitude des effets quant à la politique étrangère ?

Marko Markovic : Entre la politique étrangère des tsars et la politique internationale soviétique il n'y a non plus rien de commun : la première était une politique de grande puissance, la seconde est une politique planétaire. Le fameux Testament de Pierre le Grand - qui est un faux -accuse la Russie de viser le partage du monde avec la France et l'Autriche-Hongrie, le «monde» d'alors étant l'Europe et une partie de l'Asie. L'imagination du faussaire n'était pas capable d'aller plus loin. Cependant, l'Union Soviétique ne se contente pas de repousser ses frontières ni de partager le monde avec qui que ce soit, car au nom de l'idéologie marxiste elle prétend à la domination mondiale sans aucun partage et, par conséquent, à l'anéantissement définitif de tous les Etats. Toutes les solutions qui ne permettent pas la réalisation de ce maximum sont considérées par elle comme temporaires et provisoires.

A titre de comparaison, citons un exemple : en 1867, le tsar cède le territoire de l'Alaska aux Etats-Unis pour une somme de 7.200.000 dollars. Peut-on imaginer Staline ou aujourd'hui M. Tchernenko agir de la sorte ? Même ceux qui font semblant de reconnaître la Russie derrière l'Union Soviétique n'oseraient le prétendre par crainte du ridicule.

Frédéric Aimard : Néanmoins, on peut difficilement nier que les régimes communistes et l'Union Soviétique en particulier se servent du ou des nationalismes.

Marko Markovic : Certes, mais retenons le mot «se servent». Ils commencent par atomiser la nation en tant que corps vivant, afin de reconstruire de ses morceaux brisés une fiction nationale selon leurs besoins. Le nationalisme peut être mis temporairement au service de l'idéologie, mais il n'est alors qu'un instrument, un moyen, jamais un but. Lorsque les communistes s'emparent d'un Etat, il est normal qu'ils s'appuient sur un peuple «pilote». En ce sens, il y a un «prussianisme» dans la République Démocratique Allemande, comme il y a une reconsti-

MARKO MARKOVIC

tution du cérémonial impérial en Chine communiste (A.Besançon). Supposons que demain le Parti Communiste français accède au pouvoir : on devine quel serait, très rapidement, le sort des mouvements terroristes basque ou corse. Ceci, bien entendu, au nom de l'unité française et, en effet, pour le seul profit du Parti.

La «russification» du régime patronnée par Staline à plusieurs reprises - qui se manifestait par la reconnaissance du rôle historique de la Grande Russie et de l'Eglise orthodoxe, avait chaque fois des raisons pragmatiques : on avait besoin de la sueur du peuple russe en vue de l'exécution des plans quinquennaux ou de son sang, pour la défense de l'Union Soviétique. Malgré ce privilège honorifique, les Russes n'ont pas pu éviter le génocide et H. Carrère d'Encausse témoigne qu'ils ont été massacrés au même titre que les autres peuples de l'U.R.S.S.

Enfin, il est insensé d'expliquer le messianisme soviétique par l'ancien messianisme russe. Marx n'avait pas besoin des Russes pour se parer de leur messianisme, car le messianisme est inhérent à son idéologie et existait bien avant la pénétration marxiste en Russie. Le messianisme soviétique n'a pas plus de rapport avec le messianisme russe qu'avec celui des autres nations. Car toutes les grandes nations sont messianiques à leur façon.

Frédéric Aimard : Dans votre conférence⁽²⁾ vous montrez que les Européens ne semblant craindre le communisme qu'en tant qu'il est russe, se mettent en position de faiblesse pour lutter contre l'emprise communiste dans le monde, et l'acceptent même éventuellement comme «libérateur» pour le tiers monde. D'autre part estimer que nous avons affaire à la Russie de toujours facilite la politique de l'Union Soviétique qui feint d'être un Etat comme les autres quand c'est son intérêt et notamment quand il s'agit de relations commerciales qui lui sont indispensables pour se renforcer, grâce à la technologie occidentale en particulier. En fait vous accusez l'Occident de parfaitement s'accommoder d'une Russie rouge et, à cause de cette vision de l'U.R.S.S. comme la continuatrice de la Russie, de se désintéresser du sort des Russes. Que pensent les Russes de cette «normalisation» de nos rapports avec l'Union Soviétique ?

Marko Markovic : Il est en effet clair qu'entre le communisme et les Russes le choix de l'Occident s'est porté sur le communisme. D'où trois conséquences principales du côté russe : le

(2) On trouvera le texte complet de cette conférence dans la revue «L'Astrolabe» numéro 78. Prix : 25 F à l'ordre du CELU B.P. 75362 Paris Cedex - CCP 31 244 64 La Souce.

M. Markovic est un collaborateur régulier de cette revue politique et littéraire.

SUR LA NATURE DE L'UNION SOVIETIQUE

désespoir du peuple, le rapprochement du peuple et du régime, le renforcement du pouvoir soviétique.

Pour comprendre cette réaction, il faut se mettre à la place d'un soviétique qui serait en même temps patriote russe. Il voit depuis de longues décennies que les Occidentaux s'arrangent avec les bolcheviks sur le dos du peuple russe. Mais il sait que simultanément l'Occident nourrit une forte propagande anti-russe aussi bien parmi les voisins de l'Union Soviétique qu'auprès des peuples non-russes au sein de l'Union elle-même. Donc, si l'empire soviétique éclatait un jour, le peuple russe pourrait difficilement résister à cette double pression.

Frédéric Aimard : La politique occidentale pourrait peut-être s'expliquer aussi comme «la voie du moindre effort». On prend l'Union Soviétique telle qu'elle est, parce qu'une ingérence plus appuyée dans ses affaires comporterait trop de risques sans aucune garantie de succès.

Marko Markovic : Nous acceptons l'idée que la politique est devenue planétaire au XXème siècle et nous continuons néanmoins de penser dans les catégories du siècle précédent. Ainsi nous admettons, par exemple, que les Russes peuvent se libérer tout seuls s'ils y mettent le prix. Or, l'isolement politique, même celui de l'Union Soviétique, est de nos jours une notion toute relative. Les Russes ne peuvent pas faire ce qu'ils veulent sans tenir compte de la situation mondiale. De même, la «non-ingérence» occidentale n'est qu'un leurre, car c'est précisément le choix fondamental de l'Occident qui constitue l'empêchement majeur à la libération de la Russie.

Prenons l'hypothèse extrême où tous les maréchaux soviétiques, tous les membres du Comité Central et tous les chefs du K.G.B. seraient prêts à basculer de l'autre côté. L'exemple choisi semble avoir un degré de probabilité proche de zéro. Toutefois, il s'est réellement produit, à quelques exceptions près, lors du «Printemps de Prague» en 1968. Eh bien, même dans le cas d'une telle unanimité, les Russes ne bougeraient pas à cause du choix fondamental de l'Occident qui voit en eux l'ennemi numéro 1 et non pas dans le bolchevisme. Voilà pourquoi la chute du régime soviétique représenterait -dans l'état actuel des choses - le danger maximum pour les Russes.

MARKO MARKOVIC

Frédéric Aimard : Vous êtes même allé plus loin et vous nous avez affirmé : «S'il y a un cas de figure - un seul - où l'Occident serait prêt à frapper le premier, c'est bien celui-là». Nous croyons que vous avez raison, les Etats-Unis «frapperaient», mais sans doute économiquement, par le biais de leurs multinationales, quant à l'Allemagne, libérée de la tutelle soviétique, on ne peut pas écarter l'hypothèse qu'elle voudrait récupérer les territoires que lui a confisqué Staline...

Marko Markovic : Tous les états-majors occidentaux, comme l'état-major soviétique doivent avoir dans leurs cartons cette hypothèse stratégique-politique où «l'Occident frappe le premier». C'est lorsque l'ennemi principal se trouve le plus affaibli, qu'on a le plus de chance de l'anéantir. Or, l'ennemi principal étant pour l'instant la Russie, c'est le moment où le peuple russe ressurgirait et serait aux prises avec ses ennemis internes et externes que l'Occident serait le plus tenté de frapper. A moins que d'ici là l'Occident ne change d'ennemi principal, bien entendu.

Frédéric Aimard : Et vous estimez que l'Occident a intérêt à faire cette reconversion, parce qu'il a été victime d'une erreur d'appréciation ?

Marko Markovic : A plus d'un titre. Point n'est besoin d'être un grand stratège pour comprendre une vérité simple : dans l'affrontement avec l'Union Soviétique, mieux vaut avoir le peuple russe avec soi que contre soi. D'ailleurs, le raisonnement même des Occidentaux repose sur de faux postulats. Dans le cas soviétique - pense-t-on - on n'a qu'à contenir une superpuissance nucléaire; dans le cas de la Russie libérée, on aurait, en outre, à faire face à une puissance colossale à la fois économique, technologique, financière, scientifique, spirituelle. L'industrie russe une fois reconvertie, l'Occident se retrouverait en face d'un concurrent à côté duquel le Japon apparaîtrait comme un nain. Mais la peur a caché aux Occidentaux les autres aspects de cette éventualité : le retard russe accumulé dans plusieurs domaines, ouvrirait à l'Occident, au moins pendant un certain temps, un marché immense et incomparable, le plus vaste que l'histoire ait connu.

Frédéric Aimard : A quoi peut-on attribuer cette prise de position occidentale à l'égard des Russes ? Et si on peut y déceler une certaine animosité, quelles en sont les causes ?

SUR LA NATURE DE L'UNION SOVIETIQUE

Marko Markovic : Passons sur les marxistes déçus qui le sont moins par l'idéologie marxiste elle-même que par sa réalisation en Union Soviétique. Ils rendent les Russes responsables d'une déviation idéologique.

J'ai essayé de traiter l'ensemble des phénomènes liés à la confusion entre les Russes et le bolchevisme comme une maladie et, à partir des symptômes les plus frappants, de poser un diagnostic logiquement cohérent. Il y a, au fond, un dénominateur commun à la « peur du Russe ». La haine n'en est qu'un épiphénomène. Le progrès foudroyant de la Russie au XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècle a dévoilé les possibilités illimitées de ce peuple qu'on avait longtemps traité avec un certain mépris. Du coup, le complexe de supériorité s'est transformé en complexe d'infériorité. Or, il était insoutenable d'accepter ce peuple « barbare » comme dominateur. Le bolchevisme est arrivé au moment voulu pour lier les mains du géant et empêcher, peut-être pour toujours, l'épanouissement du peuple russe, à la grande joie des machiavéliens.

En effet, hormis l'industrie de guerre, l'économie russe a été détruite, l'esprit créateur étouffé, le peuple réduit à l'état de troupeau et saigné à blanc. Aucun ennemi mortel de la Russie, même le Kaiser en 1914, même Hitler en 1940, n'aurait pu imaginer un sort plus horrible pour les Russes. Bien sûr, les machiavéliens ne viendront pas clamer que cette politique a leur préférence, sinon, ils ne seraient plus machiavéliques. Mais ils se font reconnaître soit parce qu'ils affectent de croire que l'Union Soviétique n'est que l'empire russe - comme le disait Raymon Aron du général de Gaulle - soit parce qu'ils créent un double langage où chaque mot veut dire son contraire : œuvrer pour la paix avec « la Russie », cela veut dire aider les bourreaux du peuple et des chrétiens russes, travailler pour la libération des peuples de l'Union Soviétique, cela veut dire appuyer les minorités nationales contre les Russes. Et dans l'un comme dans l'autre cas le « machiavélisme est à courte vue », le renforcement de l'Union Soviétique ne fait que hâter notre effondrement toujours possible, quant à l'éclatement de l'empire il pourrait bien permettre de vérifier la prophétie de Céline sur « les Chinois à Brest ».

Frédéric Aimard : Ce dernier machiavélisme rappelle certaines velléités de la politique de l'envahisseur nazi en Union soviétique, les auditeurs des « mercredis de la NAR » se sont entendus dire, naïvement, que l'espoir d'un tel éclatement était l'hypothèse de tra-

MARKO MARKOVIC

tail communément acceptée à la C.I.A., elle a été popularisée en France par H. Carrère d'Encausse, mais la droite nationaliste française dont vous avez parlé, le général de Gaulle et beaucoup de militaires français encore aujourd'hui affectent, vous l'avez souligné, de prendre l'Union Soviétique pour la Russie. A ce stade, il nous semble que vous ne devriez pas parler d'un Occident comme quelque chose d'unifié. La France ne constitue-t-elle pas un cas à part ?

Marko Markovic : Il ne m'appartient pas de définir ce qu'est l'Occident actuellement. Je me borne à constater que toutes les puissances occidentales sont unanimes à confondre le peuple russe avec le régime soviétique, afin de justifier leur entente avec le régime aux dépens du peuple. La France ne sort pas du lot, parce qu'elle n'a jamais mené une politique différente et n'a pas même trouvé un seul homme d'Etat pour l'inaugurer.

Frédéric Aimard : Nous avons été frappés par le fait que vous avez complètement négligé l'«amitié franco-russe», qui a été une profonde réalité, non seulement chez les épargnants, mais aussi dans le peuple français. Et cette amitié était justifiée par la crainte de l'Allemagne, (Ah le «rouleau-compresseur» russe qui laminerait les Allemands s'ils nous attaquaient !).

Marko Markovic : Je ne sous-estime pas l'amitié du peuple français pour les Russes, manifestée surtout au début de ce siècle, bien qu'on puisse y distinguer plusieurs composantes. Mais quel chemin parcouru depuis dans le mauvais sens ! A l'heure actuelle, pour mobiliser les masses françaises contre l'Union Soviétique, il ne suffit pas de leur dire qu'elles ont affaire à une puissance communiste. Il faut leur parler des «Russes» et des «cosaques». C'est le fruit de l'inertie et d'un bourrage de crâne de plusieurs décennies.

Frédéric Aimard : Quelles autres «composantes» y avait-il dans l'amitié franco-russe d'autrefois ?

Marko Markovic : C'était aussi la politique «le voisin de mon voisin est mon meilleur ami». La même politique a continué, malgré une brève interruption, après l'arrivée des bolcheviks. Je pense surtout à l'amitié franco-soviétique après le rapprochement effectué par Laval.

SUR LA NATURE DE L'UNION SOVIETIQUE

Frédéric Aimard : Y avait-il la possibilité de mener une politique différente après la montée de Hitler au pouvoir ? Ne se justifiait-elle pas par la «raison d'Etat» ?

Marko Markovic : Il y avait sûrement une autre politique possible : le roi Alexandre de Yougoslavie n'avait jamais reconnu l'Union Soviétique. Quant à la «raison d'Etat», toute alliance avec l'U.R.S.S. ne pouvait être qu'un marché de dupes. Maurras l'avait bien vu, mais son «Ni Moscou, ni Berlin» ne paraissait pas assez réaliste. Il était le seul à prévoir que les avances faites à Staline se termineraient par le pacte germano-soviétique. Pourtant, même la lucidité de Maurras n'a pas débouché sur une politique qui distinguerait les Russes des Soviets.

Frédéric Aimard : Ne négligez-vous pas les actions diverses en faveur des dissidents et notamment le voyage de certaines personnalités politiques en U.R.S.S., afin de sauver les Sakharov ?

Marko Markovic : Chaque fois qu'un martyr est sauvé par les interventions occidentales, c'est un acte méritoire et digne de notre admiration. Mais de telles actions peuvent se faire au nom des droits de l'homme. Elles ne préjugent en rien de la politique à l'égard du peuple russe. Même Monsieur Marchais s'est inquiété pour Sakharov. Sauver de temps en temps un Soljénitsyne ou un Sakharov, ce n'est pas une mince affaire, mais cela ne saurait suffire, ce n'est pas une politique. Pendant ce temps, des dizaines de millions d'êtres dont on ne parle pas continuent à souffrir et à mourir, et si nous nous limitons à nos actions ponctuelles et sélectives, dans cent ans nous serons politiquement toujours au même point.

Frédéric Aimard : Nous revenons à cette idée que tout ce que vous dites des Occidentaux à l'égard de la Russie est vrai pour l'Allemagne, est vrai pour les Etats-Unis, mais que l'attitude de la France, celle d'un de Gaulle en particulier - très marqué par les analyses de Bainville - était plutôt dûe à la crainte, mêlée du même mépris, de la même ignorance que vous avez décrits pour la Russie, mais, en ce qui nous concerne, à l'égard de l'Allemagne. Dans cette hypothèse, le machiavélisme français consiste à jubiler devant la séparation de l'Allemagne en deux, qui n'est possible que si

MARKO MARKOVIC

l'Union Soviétique conserve son emprise sur la R.D.A. Contestant votre explication «russophobe» en ce qui concerne spécifiquement la France, vous voyez que nous ne remettons pas en cause, l'analyse globale ni les moyens que vous proposez.

Marko Markovic : Je continue à croire que l'Union Soviétique présente un plus grand danger pour l'Europe et pour la France que l'Allemagne, même réunifiée. Par ailleurs, personne ne souhaite plus ardemment que moi voir la France ouvrir une nouvelle voie aux rapports entre l'Ouest et l'Est. Mais «les faits sont têtus» : jusqu'à présent, aucun homme d'Etat français n'a voulu se faire le champion de la politique que je préconise.

L'essentiel, c'est de débloquer le peuple russe de la crainte qu'il a en même temps de l'Occident et du régime soviétique. Le jour où ils seront certains que l'Occident et les Soviétiques ne sont pas des alliés «objectifs» contre eux, les Russes auront les mains libres pour régler leurs propres comptes. Il faudra alors que le génie russe trouve une autre formulation de son universalisme lui permettant, simultanément, d'éviter l'éclatement de l'empire et de se faire accepter par l'opinion mondiale. De son côté, l'Occident est appelé à montrer tout d'abord que son ennemi principal n'est pas la Russie mais le communisme et à préparer le terrain d'accueil pour la Russie libérée, afin que la chute du régime soviétique ne présente pas pour le peuple russe un danger mortel, mais lui ouvre les perspectives d'un nouvel essor. Le chemin sera long, mais il faut que quelqu'un commence.

Frédéric Aimard : Vous concluez sur une note très pessimiste.

Marko Markovic : Disons plutôt sceptique, avec une lueur d'espoir. Curieusement, cet espoir a été renforcé le 6 juin dernier, au moment de la commémoration du débarquement allié, lorsque le Président Mitterrand a déclaré à «Utah Beach» : «L'ennemi de l'époque n'était pas l'Allemagne mais le pouvoir, le système, l'idéologie qui s'étaient emparés d'elle.» Il était si près de la «petite phrase» ! Voilà ce qu'il faudrait dire aujourd'hui à l'adresse de la Russie et du système soviétique. Je ne pense pas que la politique du Président Mitterrand le lui permette. Mais il n'est pas possible que le génie français, que la générosité française ne finissent pas par donner un homme politique décidé à défendre cette idée.

LA POLITIQUE ET LA CONSCIENCE

I

J'ai passé une partie de mon enfance à la campagne et je me souviens encore clairement d'une de mes expériences d'alors : j'allais à l'école au village voisin en coupant à travers champs et je voyais chaque jour à l'horizon la haute cheminée d'une usine, construite à la va-vite, qui sans doute travaillait pour l'industrie de guerre. Une épaisse fumée brunâtre sortait de la cheminée pour se diffuser à travers le ciel bleu. Et chaque fois que je voyais cette

Vaclav HAVEL. Né le 5 octobre 1936 à Prague, fils d'un important entrepreneur du bâtiment. Dans les années 50, barré dans ses études secondaires, il passe son bac avec des cours du soir. A partir de 1960, employé au «Théâtre de la Balustrade», comme simple technicien, puis comme metteur en scène et dramaturge. Etudie en Lettres jusqu'en 1967. Suite au Printemps de Prague et à l'indépendance de ses prises de position, Havel est interdit de publication et de toute activité artistique publique depuis 1969. Ecrit en 1975 une lettre ouverte au Président de la République. Signataire de la Charte 77, membre du VONS, il est emprisonné en 1977, relâché et condamné avec sursis, réincarcéré en 1979 pour 4 ans et 1/2 de prison ferme. Relâché au printemps 1983, il vit sous une surveillance constante.

VACLAV HAVEL

fumée, j'éprouvais avec intensité le sentiment qu'il y avait là quelque chose de profondément déplacé, qu'on salissait le ciel. J'ignore si l'écologie existait alors déjà comme discipline scientifique, il est certain en tout cas que, dans la mesure où elle existait, je n'en avais jamais entendu parler. Néanmoins, j'ai été spontanément choqué et blessé par cet acte de «salir le ciel»; il me semblait que les hommes responsables de cela commettaient une faute, qu'ils détruisaient quelque chose d'important, qu'ils violaient arbitrairement l'ordre naturel des choses et qu'une telle conduite aurait nécessairement des suites funestes. Bien sûr, ma répugnance était surtout esthétique; à l'époque je ne soupçonnais même pas l'existence des émissions délétères qui allait un jour tuer nos forêts, exterminer les bêtes sauvages et mettre la santé des hommes en danger.

Si un homme du Moyen Age avait vu une chose de ce genre à l'horizon - disons au cours d'une partie de chasse - il l'aurait sans doute pris pour l'œuvre du diable et, tombant à genoux, il aurait prié pour son salut et le salut de ses proches.

Quel est le lien entre le monde de l'homme médiéval et celui d'un jeune garçon ? A mon avis, ils partagent une chose essentielle: le fait que tous deux sont plus fortement enracinés que la plupart



LA POLITIQUE ET LA CONSCIENCE

des hommes modernes dans ce que les philosophes appellent le «monde naturel» ou le «monde de la vie». Ils ne sont pas encore aliénés à l'égard du monde de leur expérience personnelle et réelle - monde qui a un matin et un soir, un «en bas» (la terre) et un «en haut» (le ciel), monde où le soleil se lève tous les jours à l'est, chemine à travers le ciel et se couche à l'ouest, et où les concepts de chez-soi et d'étranger, de bien et de mal, de beau et de laid, de proximité et d'éloignement, de devoir et de droit signifient encore quelque chose de déterminé et de très vivant; ils ne se sont pas encore aliénés à l'égard du monde où il existe une ligne de démarcation entre ce qui nous est familier, ce dont nous avons à prendre soin, et ce qui se situe au-delà de notre horizon, ce qui a le caractère d'un mystère et devant quoi nous ne pouvons donc que nous incliner humblement. Ce monde naturel est le monde immédiatement perçu et personnellement garanti par notre «moi»; il est le monde encore indifférencié de nos vécus, monde auquel nous sommes liés tout à fait personnellement par notre amour, notre haine, notre respect, notre mépris, nos traditions, nos intérêts, comme aussi par les sensations encore non réfléchies qui sont à l'origine de la culture. C'est le terrain de nos joies et de nos douleurs inaliénables, intransmissibles et qui ne peuvent se répéter; un monde dans lequel, à travers lequel et pour lequel nous sommes en quelque sorte responsables; le monde de notre responsabilité personnelle. Des catégories comme celles de la justice, de l'honneur, de la trahison, de l'amitié, de l'infidélité, du courage ou de la compassion y possèdent un contenu tout à fait concret, lié à des personnes concrètes, un contenu très important pour la vie concrète; bref, elles ont encore du poids. La charpente de ce monde est constituée par des valeurs qui sont là continuellement et, en quelque sorte, depuis toujours, avant que nous n'en parlions, que nous ne les soumettions à notre examen ou en fassions l'objet de notre questionnement. Il reçoit sa cohérence interne d'un postulat donné de façon «pré-spéculative», à savoir que sa bonne marche et sa possibilité même dépendent de l'existence d'autre chose au-delà de son horizon, du fait qu'il y a, au-delà ou au-dessus de ce monde, quelque chose qui, bien qu'il échappe à notre saisie et à notre manipulation, est cependant ce qui, pour cette raison même, donne au monde un arrière-plan solide, ce qui lui donne son ordre et sa mesure, ce qui est la source cachée de toutes les règles et coutumes, de tous les commandements et interdits, de toutes les normes qui ont dans ce monde une valeur contraignante. Par son essence même, le monde naturel recèle donc en soi le postulat de l'absolu qui le fonde et le délimite, qui le spiritualise et le

VACLAV HAVEL

régit, sans lequel il serait impensable, absurde et superflu, et envers lequel notre attitude ne peut être que de respect silencieux; toute affectation de mépris pour l'absolu, toute tentative pour se l'assujettir ou le remplacer par autre chose, est comprise dans les dimensions de ce monde comme une manifestation d'orgueil, chose que l'homme doit toujours durement expier - comme dans le cas de Don Juan ou de Faust.

Pour moi, personnellement, la cheminée qui salit le ciel n'est pas seulement une regrettable négligence de la technique qui aurait oublié d'intégrer le «facteur écologique» dans ses calculs et qui pourrait facilement réparer cette erreur au moyen d'un filtre qui éliminerait les substances nocives de la fumée. Pour moi, elle est bien davantage. Elle est le symbole d'une époque qui se propose de franchir les frontières du monde naturel et de ses normes, qui se propose de ravalier ce monde au rang d'une affaire purement privée, l'affaire des opinions subjectives de chacun, des sentiments, des illusions, des préjugés et des caprices privés du «pur et simple» individu. Le symbole d'une époque qui nie la signification contraignante de l'expérience personnelle - y compris celle du mystère et de l'absolu - et qui substitue, à l'absolu personnellement expérimenté comme mesure du monde, un absolu nouveau, créé par les hommes et privé de tout mystère, un absolu libéré des «caprices» de la subjectivité et, partant, impersonnel et inhumain, l'absolu de la soi-disant «objectivité», de la connaissance rationnelle objective, du projet scientifique sur le monde.

En édifiant son image générale et généralement valable du monde, la science moderne ouvre donc une brèche dans les frontières du monde naturel. Ce monde, elle le comprend comme une simple prison faite d'idées préconçues, prison qu'il faut démolir afin de parvenir à la lumière d'une vérité contrôlée de façon objective, elle le comprend comme un déplorable héritage de nos ancêtres arriérés, un fantasme de leur immaturité puérile. De ce fait, bien sûr, elle abolit aussi - comme une simple fiction - le fondement le plus propre du monde naturel : elle tue Dieu et s'installe elle-même sur son trône vacant, afin que ce soit désormais elle qui décide de l'ordre de l'être et que celui-ci lui soit subordonné; afin qu'elle, la science, soit dorénavant la seule détentrice légitime de toute vérité pertinente, dans la mesure où elle s'élève au-dessus de toutes les vérités individuelles et subjectives et les remplace par une vérité meilleure : suprasubjective et suprapersonnelle, réellement objective et universelle.

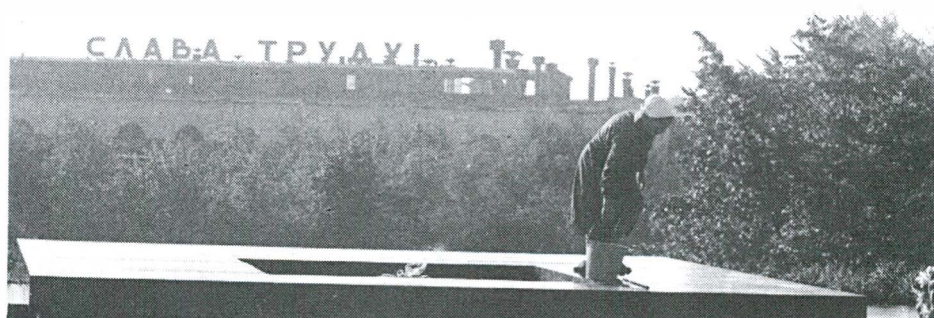
LA POLITIQUE ET LA CONSCIENCE

Bien qu'ils soient l'œuvre des hommes et qu'ils se soient développés - comme tout ce qui est humain - dans le cadre du monde naturel, le rationalisme et la science modernes s'éloignent systématiquement de ce monde, le nient, le dégradent et le diffament. En même temps cependant, ils le colonisent. L'homme moderne, dont le monde naturel est d'ores et déjà tombé sous la domination de la science et de la technique, ne trouve la fumée de la cheminée gênante que si la mauvaise odeur pénètre chez lui. Il n'en est certainement pas métaphysiquement scandalisé : il sait bien que l'usine dont la cheminée fait partie, produit des choses dont les gens ont besoin. En tant qu'homme de l'ère technique, il n'envisage une amélioration possible que dans les dimensions de la technique, sous les espèces du filtre dont la cheminée devrait être équipée.

Je voudrais qu'on me comprenne bien. Je ne propose à l'humanité ni d'abolir les cheminées, ni d'interdire la science, ni de faire un retour en masse au Moyen Age. (Du reste, ce n'est sans doute pas un hasard que certaines des découvertes les plus profondes de la science contemporaine remettent en question le mythe de l'Objectivité pour revenir, par un étonnant détour, au sujet humain et à son monde). J'essaie seulement de réfléchir - dans les plus grandes lignes et de façon certainement très schématique - sur ce qui fonde la structure spirituelle de la civilisation moderne, je me demande où il faut chercher les causes les plus propres de la crise que notre civilisation subit. Je vais m'intéresser ici plutôt aux aspects politiques qu'aux aspects écologiques de la crise, mais je voudrais concrétiser d'abord mon point de départ à l'aide d'un exemple tiré du domaine écologique. Durant des siècles, la cellule de base de l'agriculture européenne a été la ferme, l'exploitation individuelle. En Bohême, on l'appelait «*grunt*», ce qui n'est pas sans intérêt au point de vue étymologique. En effet, le mot «*grunt*», emprunté à l'allemand, signifie «fondement», et il a en tchèque une nuance sémantique particulière : en tant que synonyme familier du mot «fondement» (et aussi «ferme»), il souligne le caractère foncièrement «fondamental» du «fondement», son authenticité et sa véracité indubitables, traditionnelles, données de façon pré-spéculative. Il est vrai que les exploitations individuelles ont été à l'origine de conflits sociaux aussi nombreux que variés, d'antagonismes que le temps a rendu de plus en plus irréductibles. Néanmoins, il reste un fait qu'on ne peut contester :

VACLAV HAVEL

le fait qu'elles impliquaient toujours un enracinement adéquat et harmonieux dans la nature du lieu où elles étaient situées, enracinement qui était, grâce à une tradition séculaire, personnellement expérimenté (par des générations de paysans) et personnellement garanti (par les résultats de leur travail), et qui s'accompagnait de ce qu'on pourrait appeler une proportionnalité optimale - aussi bien quantitative que qualitative - de tous leurs éléments constitutants : les champs, les prés, les haies, les bois, le bétail, les animaux domestiques, les eaux, les routes, etc. Pendant des siècles, tout cela formait - sans qu'aucun paysan s'en soit scientifiquement préoccupé - un système économique et écologique qui fonctionnait *grosso modo* de façon satisfaisante, un système à l'intérieur duquel tout était étroitement relié par des milliers de fils, des milliers de corrélations et d'interdépendances douées de sens, qui garantissaient la stabilité tant du système que des résultats du travail du paysan. (Ainsi le «grunt» traditionnel - à la différence de la grande culture actuellement pratiquée - n'avait besoin d'aucun apport énergétique de l'extérieur.) Les calamités qui s'abattaient périodiquement sur l'agriculture n'étaient jamais directement causées par le style d'exploitation : le paysan n'avait aucune influence sur le mauvais temps, les épizooties ou les guerres. Certes, l'application de la science sociale et des techniques agricoles modernes rend possible le meilleur fonctionnement d'un très grand nombre de choses dans l'agriculture : on peut augmenter la productivité, alléger le fardeau du travail humain, éliminer les conflits sociaux les plus graves. A la condition, bien sûr, que la modernisation elle aussi s'accompagne du respect et de l'humilité devant l'ordre mystérieux de la nature qui conditionnent l'adéquation propre au monde naturel de l'expérience personnelle et de la responsabilité personnelle de chacun. A la condition donc que cette modernisation ne soit pas simplement une agression arrogante, titanique et brutale, opérée par la Science impersonnellement objective dans la personne d'un agronome fraîchement diplômé ou sous la forme de la «vision scientifique du monde» d'un bureaucrate de carrière. Or, c'est précisément une telle agression que notre pays a subie : on l'appelait la «collectivisation». C'était un cyclone qui a traversé les campagnes tchécoslovaques il y a trente ans et à la suite duquel il n'est pas resté pierre sur pierre. Ses conséquences ont été de deux espèces. D'une part, il y a eu les dizaines de milliers de vies détruites par la prison, les dizaines de milliers de sacrifices sur l'autel de l'utopie scientifique d'un avenir plus radieux. De l'autre, les antagonismes sociaux et le fardeau du travail à la campagne ont réellement été réduits et la production ,



agricole a effectivement enregistré une augmentation quantitative. Mais ce n'est pas à cause de cela que j'en parle. J'en parle pour une autre raison : trente ans après le passage de ce cyclone, qui a aussi effacé de la surface de la terre le «grunt» traditionnel, la science commence, à son grand étonnement, à se rendre compte de ce que savait jadis même un paysan à moitié illettré. Elle commence à comprendre que toute tentative pour abolir aussi radicalement, une fois pour toutes et sans réserve, la frontière humblement respectée du monde naturel avec sa tradition prudente d'évidence personnelle, que toute tentative des hommes pour s'approprier la nature au mépris de ses mystères, pour abolir Dieu et prendre sa place - que toute tentative de ce genre devra nécessairement se retourner contre ceux qui l'entreprennent. Et c'est effectivement le cas : la suppression des haies et des breuils a entraîné la disparition des oiseaux des champs, main-d'œuvre gratuite qui protégeait la récolte de ses parasites; l'unification des prés a déclenché un processus d'érosion irréversible qui signifie chaque année la perte de millions de mètres cubes de terre arable qu'il a fallu des siècles pour constituer; les engrais artificiels et les insecticides chimiques empoisonnent tous les produits végétaux, le sol et les eaux; les machines lourdes compriment systématiquement le sol, ce qui le rend imperméable et infertile; dans les étables gigantesques, les vaches souffrent de névroses et perdent leur lait; l'agriculture draine de plus en plus l'énergie nécessaire à l'industrie (pour la fabrication des machines et des engrais chimiques, comme aussi en raison des frais de transport qui ne cessent d'augmenter avec le développement de la spécialisation locale); etc., etc. En un mot : les pronostics sont effrayants et personne ne sait quelles nouvelles surprises nous réservent les prochaines années et décennies.

C'est paradoxal. L'homme de l'ère scientifique et technique croyait pouvoir améliorer la vie, comprendre et exploiter la complexité de la nature et les lois qui la régissent - et au bout

VACLAV HAVEL

du compte, tragiquement, il s'est vu pris de court et berné par cette même complexité et ces mêmes lois. Il croyait pouvoir expliquer la nature et se la soumettre - et finalement il l'a détruite et s'est isolé d'elle. Or, qu'est-ce qui attend «l'homme en-dehors de la nature» ? D'après la science la plus moderne, le corps humain n'est pourtant, pour ainsi dire, qu'un carrefour particulièrement fréquenté, le lieu de rencontre de milliards de microcorps organiques et de leurs interactions et conjonctions d'une complexité inimaginable, dont l'ensemble constitue l'incroyable mégaorganisme qu'on appelle la «biosphère» et qui enveloppe notre planète.

La faute ne doit pas être imputée à la science comme telle, mais à l'orgueil de l'homme de l'ère scientifique. L'homme n'est tout simplement pas Dieu. S'il prétend à son trône, il en sera cruellement puni. Il a aboli l'horizon absolu auquel il se rapportait, il a refusé son expérience personnelle et «pré-objective» du monde, il a relégué tant sa conscience psychologique personnelle que sa conscience morale dans la salle de bains de son intimité, comme des choses purement privées qui ne concernent personne; il s'est soustrait à sa responsabilité en la qualifiant d'«illusion de la subjectivité» - et à tout cela, il a substitué ce qui apparaît aujourd'hui comme l'illusion la plus dangereuse qui ait jamais existé : la fiction d'une objectivité détachée de l'humanité concrète, l'hypothèse d'une compréhension rationnelle de l'univers, le schéma abstrait d'une prétendue «nécessité historique» et, pour combler la mesure, la vision d'un «bien commun» qui peut être déterminé par des calculs purement scientifiques et atteint par des moyens purement techniques, un «bien commun» qu'il suffirait d'inventer dans les instituts de recherche, puis de transformer en réalité dans les usines de l'industrie et de la bureaucratie. Quant au fait que cette illusion entraînera le sacrifice de millions de personnes, liquidées dans les camps de concentration dirigés de façon scientifique, ce n'est pas ça qui inquiètera l'«homme moderne» (à moins que le hasard ne le conduise lui-même dans un de ces camps et que ce milieu ne le rejette radicalement dans le monde naturel). Ce n'est pas ça qui l'inquiètera, car le phénomène de la compassion personnelle pour le prochain appartient au monde aboli des préjugés personnels, au monde qui a dû céder la place à la Science, à l'Objectivité, à la Nécessité historique, à la Technique, au Système et à l'Appareil, choses qui ne peuvent connaître l'inquiétude pour la simple raison qu'elles ne sont pas personnelles. Elles sont abstraites et anonymes, toujours utilitaires et, pour cette raison, toujours *a priori* innocentes.

LA POLITIQUE ET LA CONSCIENCE

Et l'avenir ? Qui donc va y prendre un intérêt personnel, qui va s'inquiéter à son sujet, alors que le regard porté sur les choses *sub specie aeternitatis* a été lui aussi relégué dans la salle de bains de l'intimité, sinon au royaume des fables ! Dans la mesure où le scientifique contemporain pense à ce qu'il y aura dans deux cents ans, c'est simplement en tant qu'observateur désintéressé, capable d'étudier avec une indifférence égale le métabolisme de la punaise, les signaux radioélectriques des pulsars ou les réserves planétaires de gaz naturel. Et le politicien moderne ? Celui-là n'a vraiment plus la moindre raison personnelle de se préoccuper d'une chose de ce genre, surtout si ça devait compromettre ses chances aux élections - pour autant qu'il y ait encore des élections dans son pays !

II

Le philosophe tchèque Vaclav Belohradsky développe fort bien l'idée selon laquelle l'esprit rationaliste de la science moderne, fondée sur la raison abstraite et sur le postulat d'une objectivité impersonnelle, esprit inauguré par Galilée dans le domaine des sciences de la nature, aurait également un père dans le domaine politique. Il s'agit de Machiavel, le premier à avoir formulé (fût-ce avec une nuance d'ironie méchante) la théorie de la politique comme technologie rationnelle du pouvoir. Malgré toute la complication des péripéties historiques, on peut dire que c'est précisément ici qu'il faut chercher l'origine première de l'Etat et du pouvoir politique modernes, ici, c'est-à-dire à l'instant où la raison humaine commence à se « libérer » de l'homme, de son expérience, de sa conscience et de sa responsabilité personnelles et, par conséquent, à s'émanciper aussi de la seule chose à laquelle toute responsabilité se rapporte dans le monde naturel - son horizon absolu. L'homme concret, mis entre parenthèses par les sciences modernes de la nature comme sujet de l'expérience vécue du monde, est également de plus en plus manifestement écarté par l'Etat et par la politique modernes.

Ce processus de dépersonnalisation qui conduit à l'anonymat du pouvoir et à sa réduction à la pure et simple technique de la domination et de la manipulation, a naturellement des milliers de for-



mes, de variantes et d'expressions différentes. Il est tantôt caché et inapparent, tantôt tout à fait manifeste. Tantôt furtif, tortueux et subtil, tantôt, au contraire, brutalement direct. Au fond, il s'agit cependant d'un mouvement unique et universel. Il est la dimension essentielle de toute la civilisation moderne, il dérive directement de sa structure spirituelle où il est implanté par tout un réseau de racines enchevêtrées. A parler franc, le caractère technique de la civilisation moderne, son gréganisme et son orientation vers la consommation sont désormais inconcevables sans cette tendance.

Par le passé, les souverains et les gouvernants - qu'ils aient reçu le pouvoir d'une tradition dynastique, de la volonté du peuple, d'une victoire à la guerre ou d'une intrigue, il n'importe - étaient des personnalités identiques à elles-mêmes, des hommes avec un visage humain concret, personnellement responsables tant de leurs bonnes actions que de leurs méfaits. A l'époque moderne, ils sont remplacés par le manager, le bureaucrate, le cadre, le professionnel de l'administration, de la manipulation et de la propagande - point d'intersection dépersonnalisé des rapports fonctionnels et des rapports de force, rouage du mécanisme d'Etat, confiné dans un rôle donné d'avance, instrument «innocent» d'un pouvoir anonyme et «innocent», légitimé par la science, l'informatique, l'idéologie, la loi, l'abstraction et l'objectivité, à l'opposé de la responsabilité personnelle envers l'homme en tant que personne et en tant que prochain. Le politicien moderne est transparent. Derrière son masque circonspect et son langage artificiel, nous ne trouvons pas un homme enraciné dans l'ordre du monde naturel

LA POLITIQUE ET LA CONSCIENCE

par son amour, sa passion, ses goûts, ses opinions personnelles, sa haine, son courage ou sa cruauté. Lui aussi tient tout cela pour une affaire purement privée qu'il relègue dans sa salle de bain. Si nous découvrons quoi que ce soit derrière le masque, ce ne sera qu'un technologue plus ou moins adroit du pouvoir. Le système, l'idéologie et l'appareil ont exproprié aussi bien les gouvernants que les gouvernés. Ils ont dépouillé l'homme de sa conscience, de sa raison et de son langage naturels et, de ce fait, de son humanité concrète. Les Etats s'assimilent aux machines. Les hommes se transforment en ensembles statistiques d'électeurs, de producteurs, de consommateurs, de malades, de touristes ou de militaires. Le bien et le mal - comme catégories provenant du monde naturel et donc survivances du passé - perdent tout sens réel en politique; la seule méthode devient l'utilité, le seul critère, le succès objectivement vérifiable et quantifiable. Le pouvoir est *a priori* innocent parce qu'il ne tire pas son origine du monde où les mots «culpabilité» et «innocence» ont encore un contenu.

Actuellement, ce pouvoir impersonnel a atteint son expression la plus parfaite dans les systèmes totalitaires. Ce sont des systèmes au sein desquels - comme Belohradsky le fait remarquer - la dépersonnalisation du pouvoir et sa colonisation de la conscience et du langage humains renouent à plus d'un égard avec les traditions extra-européennes de la compréhension «cosmologique» de l'empire (conception qui, identifiant l'empire - en tant que seul vrai centre du monde - avec le monde en totalité, considère l'homme comme étant sa propriété exclusive). Des systèmes qui cependant ne nous autorisent pas pour autant à regarder le pouvoir impersonnel moderne dont ils sont l'incarnation la plus extrême comme un phénomène étranger à l'Europe. Bien au contraire, ce sont précisément l'Europe et l'Occident européen qui ont donné, voire souvent imposé au monde tout ce sur quoi ce pouvoir s'appuie à l'heure actuelle : depuis la science moderne, le rationalisme, le scientisme, la révolution industrielle et la révolution en général en tant que fanatisme de l'abstraction, jusqu'à la relégation du monde naturel dans la salle de bain, le culte de la consommation, la bombe atomique et le marxisme. Et c'est l'Europe - l'Europe occidentale, démocratique - qui aujourd'hui reste perplexe devant les résultats de ces exportations ambiguës. A preuve le dilemme auquel elle se trouve confrontée en ce moment, la question de savoir si elle doit résister à l'expansion rétroactive de ces fruits de sa propre expansion, ou bien céder et laisser la voie libre. L'Europe doit-

VACLAV HAVEL

elle combattre les missiles dirigés contre elle - missiles rendus possibles par l'exportation de son propre potentiel intellectuel et technologique - en déployant à son tour des missiles semblables et encore meilleurs et, ce faisant, témoigner de sa détermination à défendre les valeurs qui lui restent mais en même temps accepter un jeu imposé et tout à fait immoral ? Ou bien doit-elle capituler, en espérant qu'une telle façon de prendre en charge sa responsabilité pour le destin de la planète exercera une influence magique qui se communiquera aussi à tout le reste du monde ?

Je crois qu'en ce qui concerne son rapport aux systèmes totalitaires, la plus grande faute que l'Europe occidentale pourra commettre est aussi celle qu'elle ne semble guère disposée à éviter. C'est la faute qui consiste à ne pas comprendre les systèmes totalitaires comme ce qu'ils sont en dernière analyse, comme un miroir grossissant de la civilisation moderne en son entier et une invitation pressante - peut-être la dernière - à une révision générale de la façon dont cette civilisation se conçoit. Cela dit, la forme concrète que cette faute prendra sera purement accessoire : soit que, dans l'esprit de sa tradition rationaliste, l'Europe occidentale accepte les systèmes totalitaires comme des tentatives pour réaliser le « bien commun », des expériences dont la spécificité s'explique par des facteurs locaux et auxquelles seuls les esprits malveillants attribuent des visées expansionnistes, soit au contraire que, toujours dans l'esprit de cette même tradition rationaliste (mais sous la forme cette fois de la conception machiavélique de la politique comme technologie du jeu pour le pouvoir), elle les comprenne uniquement en fonction du danger qu'ils lui font courir, comme des voisins agressifs qui peuvent cependant être rappelés à l'ordre par le moyen d'une démonstration de force sans qu'il soit besoin de s'en préoccuper de façon plus approfondie. La première de ces deux alternatives est celle de l'homme qui prend son parti de la fumée de la cheminée parce qu'il sait que, malgré sa laideur et sa mauvaise odeur, elle sert somme toute une bonne cause : la production de marchandises dont la société a besoin. L'autre est l'alternative de celui qui croit qu'il s'agit d'une simple imperfection technique qui pourra donc être éliminée par des moyens eux aussi techniques : un filtre ou un appareil épurateur.

Malheureusement, la situation réelle est à mon avis plus grave. De même que la cheminée qui « salit le ciel » n'est pas un simple défaut technique qu'on pourrait corriger par des moyens techni-

LA POLITIQUE ET LA CONSCIENCE

ques, de même qu'elle n'est pas le prix qu'il faudrait payer pour s'assurer un meilleur avenir de consommation, mais le symbole d'une civilisation qui renonce à l'absolu, ferme les yeux sur le monde naturel et dédaigne ses impératifs, de même les systèmes totalitaires eux aussi représentent un avertissement plus pressant que le rationalisme occidental ne veut l'admettre. En effet, ils sont avant tout un miroir convexe des conséquences nécessaires de ce rationalisme. Une image grotesquement agrandie de ses propres tendances profondes. La pointe extrême de son évolution et le fruit effrayant de son expansion. Ils lui offrent des renseignements précieux sur sa propre crise. Bref, les systèmes totalitaires ne sont pas seulement des voisins dangereux, moins encore l'avant-garde du progrès mondial. Bien au contraire, il sont l'avant-garde de la crise globale de la civilisation (d'abord européenne, puis euro-américaine et enfin planétaire). Ils sont un portrait prospectif possible du monde occidental. Non pas en ce sens qu'ils seraient un jour destinés à l'attaquer et à se le soumettre, mais dans un sens plus profond : dans la mesure où ils montrent on ne peut plus clairement jusqu'où peut mener ce que Belohradsky appelle l'« eschatologie de l'impersonnalité ».

C'est la domination totale d'un pouvoir hypertrophié, impersonnel, anonymement bureaucratique; un pouvoir qui n'est pas encore sans conscience mais qui d'ores et déjà opère en dehors de toute conscience; un pouvoir maintenu par l'omniprésence d'une fiction idéologique capable de légitimer n'importe quoi sans qu'on doive jamais se soucier de la vérité; un pouvoir qui universalise la réglementation, la répression et la peur, qui étatise et déshumanise la pensée, la morale et jusqu'à l'intimité; un pouvoir qui n'est plus depuis longtemps le fait d'un petit groupe de dirigeants despotiques, mais qui accapare et avale chacun, afin que chacun y participe d'une manière ou d'une autre, ne serait-ce que par son silence; un pouvoir que plus personne ne détient à proprement parler, car c'est au contraire lui qui s'est emparé de tous; c'est un monstre que les hommes sont impuissants à diriger, qui les entraîne dans un inconnu plein de terreurs, mû par son propre automatisme « objectif » (c'est-à-dire émancipé de tous les critères humains, indépendant de la raison humaine et, partant, tout à fait irrationnel).

Je le répète : c'est là un avertissement sévère à l'adresse de la civilisation contemporaine. Il se peut qu'il y ait quelque part des généraux qui pensent que le mieux serait d'effacer de tels systèmes de la surface du globe et qu'ensuite on serait tranquille. Mais cela

VACLAV HAVEL

revient à vouloir guérir un laideron de sa laideur en brisant le miroir qui la lui rappelle. Une telle «solution finale» est un des rêves typiques de la raison impersonnelle, capable - comme l'histoire de cette notion de «solution finale» devrait nous le rappeler - de transformer avec une facilité effrayante ses rêves en autant de réalités et, du même coup, de faire de la réalité un cauchemar. Loin de résoudre la crise du monde actuel - si le monde survivait -, une «solution» de ce genre l'approfondirait à une vaste échelle. Grevant le compte déjà assez chargé de cette civilisation d'encore des millions de morts, elle hâterait seulement sa convergence essentielle avec le totalitarisme. Ce serait une victoire à la Pyrrhus, car les vainqueurs sortiraient nécessairement de l'affrontement plus semblables à leurs adversaires vaincus que personne aujourd'hui n'est disposé à l'admettre ou capable de se l'imaginer. (A titre d'exemple, qu'on essaie seulement de se faire une idée du colossal archipel du Goulag qu'il faudrait construire à l'Ouest, dans l'intérêt de la patrie, de la démocratie, du progrès et de la discipline de guerre, pour accueillir tous ceux qui refuseraient - par naïveté ou par principe, par peur ou par paresse - de prendre part à une telle entreprise !)

On na jamais encore réussi à éliminer un mal en éliminant ses symptômes. C'est à la cause qu'il faut s'attaquer.

III

J'ai parfois l'occasion de m'entretenir avec des intellectuels occidentaux qui viennent dans notre pays avec l'intention de voir un dissident. Les uns sont mûs par un intérêt sincère, par le désir de nous comprendre et d'exprimer leur solidarité, les autres par la simple curiosité - outre les monuments gothiques et baroques, les dissidents sont apparemment la seule attraction pour les touristes étrangers au milieu de la grisaille ambiante. Ces conversations sont généralement très instructives. Il y a tout ce qu'on apprend, mais aussi ce dont on prend conscience. Le plus souvent, on me pose des questions comme celles-ci : Croyez-vous que vous puissiez changer quelque chose, alors que vous êtes si peu nombreux et que vous n'avez pas d'influence ? Etes-vous contre le socialisme ou voulez-vous seulement le réformer ? Condamnez-vous ou approuvez-vous l'installation des Pershing-2 et des missiles stratégiques en Europe occidentale ? Que pouvons-nous faire pour vous ? Qu'est-ce qui vous pousse à faire ce que vous faites, puisque cela ne vous apporte que la persécution et l'emprisonnement et qu'il

LA POLITIQUE ET LA CONSCIENCE

ne semble pas y avoir de perspectives d'avenir ? Voudriez-vous que le capitalisme soit rétabli dans votre pays ?

L'intention est bonne. Ces questions traduisent une volonté de comprendre et montrent que ceux qui les posent ne sont pas indifférents à ce qui se passe dans le monde et au sort qui nous attend.

Néanmoins, les questions de ce genre me font aussi découvrir toujours à nouveau toutes les difficultés qu'ont beaucoup d'intellectuels occidentaux à comprendre ce qui se passe ici, ce dont il s'agit pour nous - ceux qu'on appelle les «dissidents» - et avant tout le sens général de tout cela. A un certain égard, on pourrait parler même d'une impossibilité de comprendre. Prenons par exemple la question : «Que pouvons-nous faire pour vous ?» Certainement, on peut faire beaucoup : plus le monde libre nous soutient, plus on nous témoigne d'intérêt et de solidarité, plus nous aurons de chances d'échapper à la prison, plus nous aurons d'espoir que nos appels ne resteront pas sans écho. Et pourtant, il y a un malentendu à la base de cette question : en dernière analyse, il ne s'agit pas du tout de nous aider, nous, une poignée de «dissidents», pour qu'on nous emprisonne moins ! Il ne s'agit même pas





d'aider notre nation, celle des Tchèques et des Slovaques, d'arranger les choses je ne sais comment, pour que nous ayons une vie meilleure et plus libre. Nous devons avant tout nous aider nous-mêmes. Trop souvent déjà, nous avons compté sur un secours étranger, et nous avons été trop souvent déçus : ou bien l'aide promise nous a été refusée à la dernière minute, ou bien elle s'est transformée en tout le contraire de ce que nous attendions. Au sens le plus profond, il s'agit ici d'autre chose. Il s'agit du salut de tous, non seulement du mien mais aussi, dans une mesure égale, du salut de celui qui m'interroge. N'avons-nous donc pas une cause commune ? Mes appréhensions ou mes espoirs ne sont-ils pas aussi ses appréhensions et ses espoirs ? L'emprisonnement qu'on me fait subir n'est-il pas une attaque contre lui ? La tromperie dont on le rend victime n'est-elle pas une attaque contre moi ? Si on détruit la vie d'un seul homme à Prague, ne détruit-on pas la vie de tous ? L'indifférence des Occidentaux aux affaires de notre pays et les illusions qu'ils se font là-dessus ne fraient-elles pas la voie au même mal chez eux ? Le mal dont souffrent les autres n'est-il pas le présumé du nôtre ? Il ne s'agit pas du tout ici d'un quelconque dissident tchèque comme personne en détresse et qui aurait besoin d'aide. (En tout état de cause, c'est moi qui serais le mieux à même de trouver une issue à cette situation en cessant tout simplement d'être un «dissident»). Il s'agit de ce que disent et signifient les efforts imparfaits de cet homme, du témoignage rendu par son destin sur la situation, le sort, les chances et la

LA POLITIQUE ET LA CONSCIENCE

détresse d'un monde où ces efforts sont ou pourraient être un objet de réflexion pour d'autres aussi, dans l'optique de leur propre destin et donc de notre destin commun. Il s'agit de comprendre que dans le monde actuel nos efforts sont aussi pour ceux qui viennent nous voir un avertissement, un appel, un danger ou un enseignement.

Ou bien la question sur le socialisme et le capitalisme ! J'avoue que j'ai l'impression, chaque fois qu'on me la pose, d'entendre une voix qui m'arrive du fin fond du siècle dernier. Sans parler de l'immense confusion sémantique qui les entache, ce sont là des catégories purement idéologiques, des catégories qui ne sont plus en cause depuis longtemps. A mon avis, la question qui se pose est tout autre, une question plus profonde et qui concerne tout le monde dans une mesure égale. C'est la question de savoir si on pourra réussir, d'une manière ou d'une autre, à reconstituer le monde naturel comme vrai terrain de la politique, à réhabiliter l'expérience personnelle de l'homme comme critère originel des choses, à placer la morale au-dessus de la politique et la responsabilité au-dessus de l'utilité, à donner à nouveau un sens à la communauté humaine et un contenu au langage humain, à faire en sorte que le pivot des événements sociaux soit le « moi » humain, le moi intégral, en pleine possession de ses droits et de sa dignité, qui répond de lui-même parce qu'il se rapporte à quelque chose au-dessus de lui, et qui est capable de sacrifier certaines choses, capable, en cas extrême, de sacrifier l'ensemble de sa vie privée et de sa prospérité quotidienne - ce que Jan Patocka appelle le « règne du jour » (1) - pour que la vie ait un sens. Cette lutte avec l'automatisme du pouvoir impersonnel est très modeste mais en même temps, toujours à nouveau, d'une portée capitale pour le monde entier. Quant à savoir si le hasard de notre lieu de naissance nous fait affronter un manager occidental ou un bureaucrate oriental, cela n'a vraiment pas d'importance ! Si on réussit à défendre l'homme, peut-être - je dis bien *peut-être* - pourrait-on espérer trouver aussi des manières plus sensées de concilier notre droit naturel à une participation aux décisions économiques concernant notre travail et à un statut digne sur le plan social, des manières de concilier ces droits avec ce qui s'est avéré être la force motrice de tout travail, c'est-à-dire l'esprit d'entreprise humain et l'entrée de ses produits dans des rapports de marché qui ne soient pas fictifs. Mais tant que l'homme n'aura pas été défendu, aucune astuce technique ou organisationnelle, aucune réforme des mécanismes économiques ne pourra le sauver, de même qu'aucun filtre

(1) Cf Jan Patocka
« Essais hérétiques sur
la philosophie de
l'histoire »
Lagrasse, Verdier, 1981
p. 129-146.
(N.D.L.R.).

VACLAV HAVEL

adapté à une cheminée d'usine ne pourra empêcher la déshumanisation générale. La raison pour laquelle le système fonctionne est plus importante que la façon dont il fonctionne. Après tout, il peut fonctionner parfaitement bien pour une œuvre de destruction totale.

Mais pourquoi est-ce que je parle ici de tout cela ? En regardant le monde à partir de la position qui m'a été assignée par le sort, je ne peux m'empêcher de penser que de nombreuses personnes à l'Ouest ne comprennent toujours pas ce qui est réellement en cause à l'instant présent.

Si par exemple je considère à nouveau les deux alternatives politiques fondamentales entre lesquelles les intellectuels occidentaux hésitent à l'heure actuelle, il me semble qu'elles ne sont toutes les deux que des manières de jouer le jeu que le pouvoir impersonnel nous propose, des manières de s'engager dans la voie d'une totalitarisation générale. Une façon de «jouer le jeu», c'est la Raison impersonnelle qui continue à badiner avec le mystère de la matière -à «usurper le rôle de Dieu»-, donc toujours et encore de nouvelles découvertes et le déploiement d'armes capables de tout détruire, destinées à «défendre la démocratie» mais qui en réalité contribuent seulement à la ravalier au rang d'une «fiction inhabitable», semblable à celle que représente depuis longtemps le socialisme dans notre partie de l'Europe. L'autre variante, c'est l'entonnoir séduisant qui attire tant de gens de bonne foi et de bonne volonté et qu'on appelle la «lutte pour la paix». Ce n'est certainement pas vrai sans exception, mais j'ai souvent l'impression que cet entonnoir n'est qu'une forme pour ainsi dire plus poétique de la colonisation de la conscience de l'homme par le pouvoir impersonnel, encore une fois un piège tendu par ce pouvoir rusé et qui s'infiltre partout. (Attention : je pense ici au pouvoir impersonnel comme principe universel, donc pas seulement à Moscou qui n'a vraiment pas les moyens d'organiser un phénomène d'aussi grande envergure que le mouvement pacifiste contemporain !). Dans le monde de la tradition rationaliste et des concepts idéologiques, la meilleure façon de neutraliser le danger fondamental que tout homme honnête et pensant représente pour le pouvoir impersonnel, n'est-ce pas de lui proposer une Thèse, aussi simple que possible et qui présente toutes les marques extérieures d'une sainte cause ? Or, y a-t-il quelque chose qui pourrait plus efficacement enflammer un esprit juste, l'occuper, l'accaparer et ainsi, au bout du compte, le neutraliser intellectuellement, que la possibilité de lutter contre la guerre ? Et y a-t-il une façon plus astucieuse d'at-

LA POLITIQUE ET LA CONSCIENCE

teindre cette pacification des esprits qu'en dupant l'homme, en lui faisant croire qu'il pourra empêcher la guerre en s'opposant à l'installation d'armes qui seront installées de toute manière ? On aurait du mal à trouver un moyen plus facile de refaçonner la pensée humaine sur le modèle totalitaire. Plus il deviendra évident que les armes seront installées malgré tout, plus on verra s'accélérer la radicalisation, la fanatisation et enfin l'aliénation totale de la pensée de celui qui se sera identifié sans réserve avec le projet d'empêcher cette installation ! S'étant engagé avec les meilleures intentions du monde, l'homme se retrouve ainsi, au bout du chemin, à l'endroit même où le pouvoir impersonnel le veut : dans les rails de la pensée totalitaire, où il ne s'appartient plus, où il renonce à sa propre raison et à sa propre conscience au profit d'encore une autre «fiction inhabitable» ! Dès lors que ce but est atteint, le nom qu'on donne à cette fiction importe peu. Qu'il s'agisse du «bien de l'humanité», du «socialisme» ou de la «paix», cela revient au même. Certes, du point de vue de la défense et des intérêts du monde occidental, il n'est guère désirable qu'on dise «plutôt rouge que mort». Mais du point de vue du pouvoir impersonnel global (c'est-à-dire planétaire, qui dépasse les frontières des «blocs»), du point de vue de ce pouvoir omniprésent qui représente une tentation réellement diabolique, on ne peut pas demander mieux. Un tel slogan est un signal sur le sens duquel il n'y a pas à se tromper. Il signifie que celui qui l'adopte a renoncé à son humanité comme capacité de répondre personnellement de quelque chose qui le dépasse, et donc, en cas extrême, de sacrifier même sa vie au sens de la vie. Patocka disait qu'une vie qui n'est pas disposée à se sacrifier elle-même à son sens, ne vaut pas d'être vécue. Mais c'est dans le monde d'une telle vie et d'une telle «paix» (c'est-à-dire la «paix» au sens du «règne du jour») que les guerres éclatent le plus facilement. Dans un tel monde, la seule digue morale effective contre la guerre fait défaut - digue effective car garantie par la disponibilité au sacrifice suprême. La porte est grande ouverte au processus irrationnel qui consiste à «garantir les intérêts». L'absence de héros qui sachent pourquoi ils meurent est le premier pas vers les monceaux de cadavres de ceux qui seront abattus comme du bétail. En d'autres termes, le slogan «plutôt rouge que mort» ne m'agace pas comme expression d'une capitulation face à l'Union soviétique. Il m'effraie comme expression du renoncement de l'homme occidental au sens de la vie, expression de son adhésion au pouvoir impersonnel en tant que tel. En réalité, ce slogan proclame : rien ne vaut qu'on lui sacrifie la vie. Mais sans l'horizon du sacrifice suprême,

VACLAV HAVEL

tout sacrifice perd son sens. Autrement dit : rien ne vaut rien. Rien n'a de sens. C'est une philosophie de la négation totale de l'humanité. Si une telle philosophie aplanit les voies au totalitarisme soviétique sur le plan politique, c'est elle qui constitue l'essence même du totalitarisme occidental.

En bref, je ne peux m'empêcher de penser que le péril qui menace la culture occidentale vient moins des missiles SS-20 que de la culture occidentale elle-même. Quand un étudiant gauchiste français m'a dit une fois, avec un accent d'enthousiasme sincère, que le Goulag est le prix qu'il faut payer pour les idéaux du socialisme et que Soljénitsyne n'est qu'un individu aigri, j'ai été pris d'une profonde nostalgie. L'Europe n'est-elle donc vraiment pas capable de tirer la leçon de sa propre histoire ? Ce gentil garçon ne pourra-t-il vraiment pas comprendre que même le projet le plus séduisant en vue du « bien commun » se convainc lui-même d'inhumanité dès l'instant qu'il exige une seule mort involontaire (une mort donc qui n'est pas le sacrifice conscient de la vie pour le sens de la vie) ? Ne pourra-t-il vraiment pas comprendre avant qu'on ne l'interne dans un camp de travail à côté de Toulouse ? La Novolange du monde actuel a-t-elle déjà si bien remplacé le langage humain naturel, au point que deux personnes ne peuvent plus se faire part même de l'expérience la plus simple ?

IV

Après toutes ces critiques sévères, on s'attendra certainement à m'entendre indiquer ce qui serait à mon avis une solution douée de sens pour l'homme de l'Europe occidentale, confronté aux dilemmes politiques du monde actuel et qui hésite sur le parti à prendre.

La réponse découle de ce que j'ai déjà dit. Il me semble que tous - que nous vivions à l'Ouest ou à l'Est - nous avons une tâche fondamentale à remplir, une tâche dont tout le reste s'ensuivrait. Cette tâche consiste à faire front à l'automatisme irrationnel du pouvoir anonyme, impersonnel et inhumain des Idéologies, des Systèmes, des Appareils, des Bureaucraties, des Langues artificielles et des Slogans politiques; à résister à chaque pas et partout, vigilement, prudemment, attentivement, mais aussi avec un engagement total; à nous défendre des pressions complexes et aliénantes qu'exerce ce pouvoir - qu'elles prennent la forme de la consom-



mation, de la publicité, de la répression, de la technique ou d'un langage vidé de son sens (langage qui va de pair avec le fanatisme et nourrit la pensée totalitaire); à emprunter nos critères au monde naturel, sans nous soucier des railleries auxquelles nous serons exposés, et à revendiquer à nouveau pour ce monde la signification décisive qu'on lui dénie; à respecter avec l'humilité des sages ses frontières et le mystère qui se situe au-delà de son horizon; à avouer qu'il y a dans l'ordre de l'être quelque chose qui dépasse manifestement toutes nos compétences; à nous rapporter continuellement à cet horizon absolu de notre être, horizon qui - pour peu que nous le voulions - nous donne à découvrir et à expérimenter notre être toujours à nouveau; à fonder notre action sur nos expériences, nos critères et nos impératifs personnellement garantis, soumis à une réflexion libre de toute idée préconçue ou censure idéologique; à faire confiance à la voix de notre conscience plutôt qu'aux spéculations abstraites et à ne pas inventer de toutes pièces une autre responsabilité en-dehors de celle à laquelle cette voix nous appelle; à ne pas avoir honte d'être capables d'amour, d'amitié, de solidarité, de compassion et de tolérance, mais au contraire à rappeler ces dimensions fondamentales de notre humanité de leur exil dans le domaine privé et à les accueillir comme les seuls vrais points de départ d'une communauté humaine douée de sens; à nous laisser guider par notre propre raison et à servir en toute circonstance la vérité en tant qu'expérience essentielle.

Vous trouverez sans doute tout cela très général, vague et chimérique, mais je vous assure que, malgré leur apparence naïve, ces

VACLAV HAVEL

paroles sont ancrées dans une expérience concrète du monde, une expérience qui n'a pas toujours été facile. Si on veut bien me passer l'expression, je sais ce que je dis.

Les systèmes totalitaires contemporains représentent l'avant-garde du pouvoir impersonnel qui entraîne le monde de plus en plus avant dans l'irrationnel, sur une voie bordée de campagnes dévastées et de rampes de lancement. On ne peut ni refuser de les voir, ni faire leur apologie, ni capituler devant eux, ni jouer leur jeu et s'y assimiler. J'ai la conviction que la meilleure façon de leur résister, c'est de les soumettre à une étude impartiale et de tirer de cette étude les conséquences qui s'imposent, de leur opposer l'«altérité» radicale qui se constitue dans notre lutte constante avec le mal que ces systèmes incarnent sous une forme extrême mais qui existe partout, qui est présent aussi dans chacun d'entre nous. Si ce mal court un danger, ce n'est pas du fait des missiles dirigés contre tel ou tel Etat. La seule chose qui puisse représenter pour lui une menace, c'est sa négation fondamentale dans la structure même de l'humanité contemporaine : le retour de l'homme à lui-même et à sa responsabilité pour le monde; une compréhension nouvelle des droits de l'homme et leur revendication persévérante; la résistance à toute manifestation du pouvoir impersonnel qui se place en-dehors du bien et du mal, la résistance toujours et partout, quelles que soient les astuces dont ce pouvoir se sert, quel que soit le masque sous lequel il se dissimule, s'agit-il même de la nécessité de se défendre contre les systèmes totalitaires. La meilleure façon de résister au totalitarisme, c'est tout simplement de l'expulser de notre propre âme, de notre propre milieu, de notre propre pays, de l'expulser de l'homme contemporain. La meilleure façon d'aider ceux qui souffrent sous les régimes totalitaires, c'est, dans le monde entier, de faire front au mal que ces systèmes préfigurent, au mal qui forme leur essence, qui les alimente et les renforce. Si on élimine ce dont ils sont l'«avant-garde» et la pointe extrême, ils se retrouveront sans appui. Le renouveau de la responsabilité humaine est la digue la plus naturelle qu'on puisse élever contre toute irresponsabilité. Si le potentiel intellectuel et technologique du monde développé est diffusé vraiment de façon responsable - et non pas seulement en fonction d'intérêts égoïstes et du profit matériel - sa transformation irresponsable en armes dévastatrices deviendra impossible. Quoi qu'il en soit, l'action dans la sphère des causes a nettement plus de sens que la simple réaction aux conséquences. D'ordinaire, la réaction

LA POLITIQUE ET LA CONSCIENCE

se voit obligée de s'assimiler à ce contre quoi elle réagit, d'employer des moyens tout aussi immoraux. En suivant cette voie, on contribue seulement à propager dans le monde le mal de l'irresponsabilité et à produire ainsi le poison qui alimente le totalitarisme.

Je suis partisan d'une «politique antipolitique». D'une politique qui n'est ni une technologie ou une manipulation du pouvoir, ni une organisation de l'humanité par des moyens cybernétiques, ni un art de l'utilité, de l'artifice et de l'intrigue. La politique telle que je la comprends est une des manières de chercher et d'acquérir un sens dans la vie; une des manières de protéger et de servir ce sens; c'est la politique comme morale agissante, comme service de la vérité, comme souci du prochain, souci essentiellement humain, réglé par des critères humains. C'est là sans doute, dans le monde actuel, une conception très peu pratique et difficilement applicable à la vie quotidienne. Néanmoins, je ne connais pas de meilleure solution.

V

Quand j'ai comparu en jugement, comme aussi en purgeant ma peine, j'ai connu par moi-même l'importance et la force bienfaisante de la solidarité internationale. Je ne cesserai jamais d'être reconnaissant de toutes ses manifestations. Mais je ne crois pas pour autant que nous qui essayons, dans les conditions qui existent ici, de dire la vérité tout haut, nous trouvions dans une situation asymétrique. Je ne crois pas que nous soyons condamnés à toujours réclamer et attendre des secours, sans être nous-mêmes capables d'aider en retour ceux qui nous apportent leur soutien.

Je crois que ce qu'on appelle la «dissidence» dans le bloc soviétique subit une expérience spécifique à l'époque moderne, l'expérience de la vie sur le récif le plus avancé du pouvoir déshumanisé. En cette qualité, la «dissidence» a non seulement la possibilité mais encore le devoir de réfléchir sur cette expérience, d'en rendre témoignage et de la communiquer à ceux qui ont la chance de se la voir épargner. Nous aussi avons donc la possibilité d'aider d'une certaine manière ceux qui nous aident, la possibilité de leur prêter notre concours dans notre intérêt profondément commun, dans l'intérêt de l'homme.

VACLAV HAVEL

Un des aspects fondamentaux de cette expérience, c'est celui qui nous apprend que ce que j'ai appelé la «politique antipolitique» est possible et peut produire un effet, bien que son essence même exclut la possibilité de le programmer à l'avance. Il est bien évident que cet effet a un caractère très différent de ce qu'on entend à l'Ouest par succès politique. Il est caché, indirect, lent à se manifester et difficilement mesurable; souvent il n'agit que dans la sphère invisible du conscient et de l'inconscient collectifs, dans la sphère de la conscience morale, sans qu'on puisse apprécier la valeur de cette action ou, le cas échéant, se rendre compte de la mesure dans laquelle elle contribue à amorcer un mouvement au sein de la société. Il s'avère cependant - et je crois que c'est là une expérience fondamentale et d'une importance générale - qu'un seul homme en apparence désarmé mais qui ose crier tout haut une parole véridique, qui soutient cette parole de toute sa personne et de toute sa vie, et qui est prêt à en subir les conséquences, il s'avère que cet homme détient, aussi étonnant que cela puisse paraître et bien qu'il soit formellement sans droits, un plus grand pouvoir que, dans d'autres conditions, des milliers d'électeurs anonymes. Il s'avère que même dans le monde contemporain - même sur le récif où souffle le vent le plus violent - on peut opposer l'expérience personnelle et le monde naturel au pouvoir «innocent» et dévoiler sa culpabilité - comme l'a fait l'auteur de «L'Archipel du Goulag». Il s'avère que la vérité et la morale peuvent servir de point de départ à une politique nouvelle, qu'elles peuvent avoir aujourd'hui encore une force politique incontestable : un savant courageux, isolé au fond d'une province, harcelé par un entourage hostile, réussit à transmettre son message à travers les frontières des continents et à toucher la conscience des plus puissants de ce monde avec plus de force que des régiments entiers de propagandistes mercenaires qui n'arrivent même pas à se faire entendre d'eux-mêmes. Il s'avère que des catégories aussi purement personnelles que celles du bien et du mal ont toujours un contenu positif et qu'elles sont capables en certaines circonstances de faire chanceler le pouvoir apparemment inébranlable avec toute son armée de militaires, de policiers et de bureaucrates. Il s'avère que la politique n'est pas condamnée à demeurer à jamais le monopole des technologues professionnels du pouvoir, mais qu'un simple ouvrier électricien qui a le cœur bien placé, respecte quelque chose au-dessus de lui et n'a pas peur, peut changer le cours de l'histoire de sa nation.

LA POLITIQUE ET LA CONSCIENCE

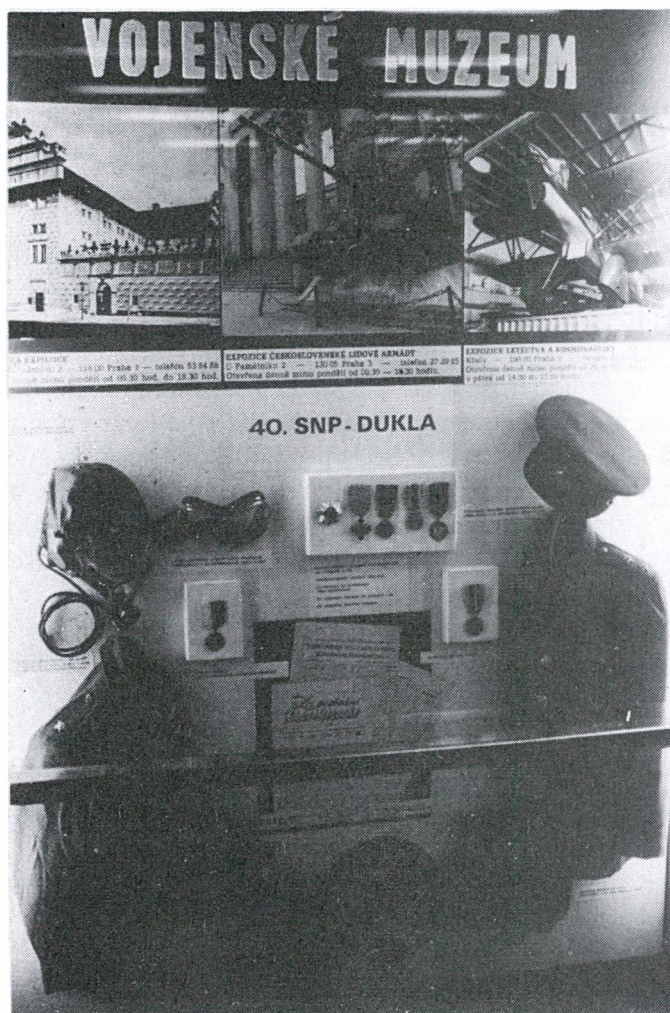
Oui, la «politique antipolitique» est possible. La politique «d'en bas». La politique de l'homme, et non pas de l'appareil. La politique qui vient du cœur, et non pas d'une thèse. Et ce n'est pas un hasard que cette expérience riche d'espoir doive être faite précisément ici, sur ce morne récif. Sous le «règne du jour», il faut descendre au fond du puits pour voir les étoiles.

En parlant de la Charte 77, Jan Patochka employait la notion de la «solidarité des ébranlés». Il pensait à ceux qui osaient résister au pouvoir impersonnel et lui opposer la seule chose dont ils disposaient : leur propre humanité. La perspective d'un avenir meilleur pour le monde ne réside-t-elle pas dans une communauté internationale des ébranlés, une communauté qui, sans tenir compte des frontières nationales, des systèmes politiques et des blocs, demeurant en-dehors du grand jeu de la politique traditionnelle, n'aspirant ni aux fonctions ni aux secrétariats, refusant de prêter l'oreille aux railleries des technologues, essaiera de faire de la conscience humaine une force politique réelle ?

Pragues, février 1984



MARTIN HYBLER



Martin HYBLER. Né le 29 avril 1951 à Hradec Kralové, études de psychologie, docteur en philosophie en 1976. S'occupait de la psychothérapie des schizophrènes selon une méthode inspirée des travaux de Heidegger et de ses disciples. A partir de 1977, exerce divers métiers manuels : balayeur, chauffagiste, etc. tout en poursuivant des recherches en phénoménologie du monde contemporain, notamment sous l'aspect des techniques, et, d'autre part, l'étude du droit romain. Il participait au mouvement civique de la Charte 77 et devient membre du V.O.N.S. (Comité pour la défense des personnes injustement poursuivies). Depuis 1982, il est exilé en France. A publié deux recueils d'essais dans le «samizdat» tchécoslovaque : «Les règles du présent» et «L'enlèvement de l'Europe» (avec Jiri Nemec).

A PROPOS DE LA PENSÉE DISSIDENTE DANS LES PAYS DE L'EST EUROPÉEN

1/ De la possibilité ou de l'impossibilité du dialogue entre pensée dissidente et interlocuteurs occidentaux.

Il y a divers préjugés de part et d'autre. Je voudrais commencer par en montrer quelques-uns, qui sont assez courants chez les Occidentaux.

Il faut d'abord combattre un lieu commun propagé par les *mass-media* et qui correspond à l'optique occidentale : dans le cas des dissidents, il s'agirait avant tout de militants politiques, d'opposants qui se sont engagés dans un parti comme on le fait couramment en Occident, et par conséquent, leur pensée est d'abord et principalement une doctrine politique. Rappelons-nous Soljénitsyne, se plaignant qu'on ne l'accepte qu'en tant que partisan anti-communiste sans tenir compte du contenu de son œuvre et de la pensée qui s'y exprime. Je ne veux pas affirmer que la pensée dissidente ne serait pas politique mais, comme nous le verrons plus loin, que la politique elle-même se situe ailleurs, à l'Est et à l'Ouest, que ce mot a une autre signification.

Ce préjugé est encore renforcé par une lecture trop superficielle des auteurs de l'Est européen. Le lecteur occidental, du point de vue sophistiqué où il se place, est souvent déçu et constate avec

MARTIN HYBLER

une certaine condescendance l'impardonnable naïveté, le manque d'originalité, le caractère désuet, répétitif, épigonal de ces œuvres par comparaison avec le raffinement et la complexité de l'intelligence en vogue chez lui. Il en conclut que ces textes se prêtent peut-être à des buts précis, étroitement politiques, mais qu'ils n'ont rien à voir avec la pensée «vraie», la réflexion «pure». Or il est bien possible que la cause de cette déception soit l'enfermement de la pensée occidentale qui n'est pas capable, à l'heure actuelle, de relever les défis que l'Est lui pose. Cette pensée est depuis longtemps accoutumée à traiter celle des autres par l'analyse et le commentaire afin de la traduire dans le langage occidental. Et il est vrai que, dans la pensée dissidente, nous ne trouvons pas



A PROPOS DE LA PENSÉE DISSIDENTE

grand-chose qui s'offre au démontage analytique et que rien n'y égale la nouveauté, le charme, l'originalité, l'invention, la créativité qui sont tant recherchés par l'intelligence occidentale. Et l'analyse, le commentaire, la traduction ne s'appliquent en somme qu'à ce type d'œuvres.

Ce qui nous amène à la deuxième grande difficulté qui est due à l'*establishment* universitaire ou classe pensante en général en Occident. Comment la pensée y est-elle pensée ? Voilà qui est sûrement difficile à décrire, mais on peut au moins cerner quelques traits caractéristiques :

- a) elle est pensée comme un jeu pur sans égard à la responsabilité,
- b) elle est en rapport avec la généralisation, l'interprétation, l'abstraction, etc.,
- c) elle est une profession en fin de compte comme les autres,
- d) elle est envisagée comme une technique, voire la technique de la technique.

Ce qui est à nos yeux le plus étonnant c'est l'absence quasi totale dans cette pensée de la notion de la *vérité* si ce n'est dans un sens tout à fait partisan et idéologique qui, pour le fait même, nous est presque incompréhensible.

On peut d'ores et déjà affirmer une chose quant à la pensée dissidente, même si c'est négativement : cette pensée n'est ni ludique, ni généralisatrice, ni technicienne.

Mais au lieu de poursuivre en ce sens, je préférerais passer d'abord aux obstacles et préjugés qui sont du côté des dissidents. De fait, il y en a beaucoup. Sans parler des difficultés d'ordre linguistique dont nous dirons un mot plus loin. (Il s'agit surtout du fait que la langue elle-même n'a pas la même fonction à l'Est et à l'Ouest). Deux «complexes» pèsent particulièrement sur les penseurs de l'Est :

1/ Premièrement un complexe d'*occidentalisme*. Il faut se rappeler que, parmi les gens simples, l'Ouest joue le rôle du «paradis». Il est inconnu, inaccessible, mais sans aucun doute tout y est riche, heureux, parfait. Or cette perception illusoire et incorrigible a sa source non pas tant dans l'isolement du fait que dans un besoin humain profond, dans le «*désir du paradis*», le désir de l'âge d'or.

Alors que chez les Occidentaux chacun résout ce problème individuellement (nostalgie d'enfance, bonheur de la consommation,

MARTIN HYBLER

écologie, etc.), pour les gens de l'Est il règne une illusion collective et typique, et c'est l'illusion de l'Occident. Je vous assure qu'elle est si forte que, même pour les intellectuels dissidents qui sont beaucoup mieux renseignés et plus autonomes d'esprit, cette illusion reste parfois assez suggestive.

Mais chez eux, c'est surtout dans l'appréciation et la compréhension des auteurs occidentaux qu'elle se manifeste. L'intellectuel de l'Est lit et comprend l'auteur occidental en supposant qu'il pense et écrit comme lui-même aurait pensé et écrit s'il avait eu la liberté complète d'expression, l'accès sans conditions à tous les livres nécessaires et assez de temps libre pour écrire et penser, bref, s'il avait vécu dans un paradis. En jugeant ainsi il est souvent naïf et refuse de comprendre que la majeure partie de la production intellectuelle de l'Occident est née sur commande ou parce que les gens gagnent leur vie de cette manière. C'est pourquoi il prête à la pensée occidentale un autre sens, plus grave et plus profond. Il lui applique ses propres critères et la transpose sur un plan beaucoup plus existentiel. Mais de cette attitude découle pour les Occidentaux attentifs une certaine possibilité : celle - en recueillant l'écho de leur propre pensée lue par les dissidents - de revenir eux-mêmes à leurs bases existentielles.





Toute la vie quotidienne et son organisation, à l'Est, peuvent être interprétées comme une tentative puérile, grossière et parfois dérisoire d'imiter la société de consommation occidentale. Aussi paradoxale que cela paraisse, jusqu'aux sommets de la *nomenclatura* prévaut la conviction quasi-unanime de la stérilité du système et de la supériorité écrasante de l'Ouest dans tous les domaines. Les agressions idéologiques musclées contre l'Occident ne sont en fait que des compensations faites pour cacher sa propre incertitude, son impuissance et sa faiblesse. Le consensus quant à la perfection de l'Ouest et l'impuissance propre imprègne toute la société sans épargner les dissidents. Par conséquent, il n'y a rien d'étonnant à ce que la littérature dissidente déborde d'analyses «sociologiques» ou «politologiques» qui sont cousues à la mesure de Kremlinologues occidentaux et sont parfois erronées au point de substituer leur propre «pensée» à la réalité de la société en négligeant les différences fondamentales d'orientation de la vie sociale entre l'Ouest et l'Est. Chez ces auteurs, par contre, les kremlinologues occidentaux retrouvent un appui bienvenu à leurs propres analyses. Il en résulte une séduction mutuelle, un jeu de miroir parfaitement stérile.

2/ L'autre préjugé qui empêche le dialogue et pèse lourdement sur la pensée dissidente est celui du *messianisme*. Il s'agit d'une tendance assez compréhensible dans une société qui détruit systématiquement ses propres normes, qui remplace les principes organisateurs par leur simulacre, où le fardeau de l'existence est si lourd et où le temps historique semble s'être arrêté, ce qui équivaut en somme à la fin du monde. Là donc, le besoin dominant devient

MARTIN HYBLER

d'être sauvé et les prophètes ne manquent pas qui promettent encore une fois un *«avenir radieux»*. Et il s'agit toujours de sauver tout le monde, Occidentaux compris.

Ces prophètes, qui passent le plus souvent inaperçus dans leur pays, étant donnée l'ambiance d'irréalité, deviennent assez dangereux en émigration, notamment quand ils perdent ce qui leur reste de sens du réel ce qui est pour les émigrés le risque le plus courant.

Dans ces prophéties, deux intentions s'enchevêtrent gauchement : l'impossibilité déjà mentionnée de repérer ses propres normes, là où toutes les normes ont été systématiquement pendant des décennies éliminées. Mais aussi la conscience d'une crise profonde et commune à l'Est et à l'Ouest.

3/ En troisième lieu, je voudrais encore attirer l'attention sur l'imprégnation idéologique de la pensée dissidente, moins visible dans son contenu que dans sa structure. Ce lourd héritage du règne de l'idéologie se fait sentir sur plusieurs modes et niveaux. L'un des plus importants est, bien-sûr, le niveau du langage. Il est, de fait, très difficile de se libérer de la «novolange» qui est en usage partout depuis des décennies. Par exemple, en Tchécoslovaquie, en 1968, tout le monde parlait du «socialisme» mais ce terme signifiait alors autre chose que dans l'usage de l'Ouest ou des pays «frères», ou dans le même pays quelques mois plus tôt ou plus tard. On prononçait ce mot souvent simplement parce qu'on n'en connaissait pas d'autre plus approprié... pour exprimer les désirs et les images qu'on avait en tête. Cette observation vaut pour l'expression de tous les concepts généraux et fondamentaux comme la politique, l'éthique, la religion, le Mal, le Bien, etc. Ils sont trop souvent trahis, détournés, déformés par ce qu'Orwel nomme la «novolange». C'est une tâche de toute première importance pour la pensée dissidente de restaurer la langue dans ses fonctions communicatives et nominatives, qui ont été largement perverties. Et c'est une lutte très difficile, marquée par beaucoup de tâtonnements et d'erreurs inévitables.

Alors seulement, lorsque je me suis retrouvé à l'Ouest, j'ai pris conscience à quel point notre pensée et notre langue sont déformées par le totalitarisme. Notre manque d'habitude d'échanger librement nos idées, de discuter, d'étudier systématiquement et de formuler clairement, d'exercer notre sens critique en général, et notre penchant à tirer des conclusions hâtives et trop catégoriques, voilà ce qui gêne le plus notre pensée.

A PROPOS DE LA PENSÉE DISSIDENTE

2. Principales catégories dans la réflexion dissidente.

A simplement énumérer les entraves à la communication, nous avons déjà appris quelque chose de la pensée dissidente, notamment de ses difficultés internes et de sa représentation à l'extérieur. Il s'en ajoute d'autres d'ordre technique : cette pensée est éparpillée dans les articles, les journaux et les livres du *samizdat* qui sont difficilement accessibles, les traductions dans les langues de l'Ouest sont rares et leur choix est souvent soumis à des considérations politiques et conjoncturelles. Et, naturellement, il ne s'agit pas d'une pensée monolithique mais au contraire assez hétérogène et qui présente aussi différents niveaux de qualité quoique, ne l'oublions pas, elle est le substitut de toute une vie intellectuelle que l'on a par ailleurs étouffée.

La décrire en général et comme une entité cohérente paraît donc une affaire plutôt hasardeuse. Cependant je veux le tenter, sous toutes réserves, et en précisant bien qu'il ne peut s'agir que d'une première approximation.

Je me contenterai d'appliquer à la pensée dissidente la grille de catégories très traditionnelles, auxquelles aucune pensée ne peut se soustraire, de catégories telles que la vérité, la raison, l'éthique, la religion, la politique, l'histoire et la langue. Nous allons en somme constituer un «dictionnaire minimum» de la pensée dissidente et ramener ainsi l'attention sur le problème de la langue en affirmant à la fois comment ces concepts se sont constitués dans la pensée dissidente et comment la langue leur a donné corps. Il n'est pas exclu que nous débouchions par là sur le constat de certaines similitudes entre la pensée dissidente et la pensée royaliste en France.

a) La situation du penseur dissident.

Commençons par ce qu'aucun philosophe ne peut négliger, c'est-à-dire par le philosophe lui-même : comment il se situe et définit dans le monde en tant que philosophe ?

MARTIN HYBLER

L'utilisation abusive du mot «dissident» a fait beaucoup de mal dans ce domaine. Il s'agit d'un mot essentiellement négatif et qui évoque l'image d'une lutte, d'une rupture militante. C'est une manière très superficielle et simpliste d'aborder le problème et cela de l'extérieur.

Il serait plus fécond de comparer le penseur dissident à son collègue philosophe à l'Ouest. Mais pour illustrer cette comparaison, une image s'impose, celle de la relation que Nicolas de Cuse décrivait entre son «*idiota*» et ses collègues du 15ème siècle les philosophes professionnels de la scholastique. Le mot grec désigne à l'origine le «particulier», dans le sens de non-professionnel, amateur ou laïc, et dans la bouche de Cuse mieux encore celui qui ne sait pas et qui pose les questions. La vieille opposition socratique du vrai philosophe et du sophiste se retrouve là avec un accent posé sur le non-professionnalisme du philosophe. Les questions de l'*idiota* ne découlent pas d'un questionnaire complexe et déjà élaboré a priori mais il s'agit, pour le penseur dissident aussi, de questions simples et portées par un sentiment d'urgence personnelle. Ce sont les questions qui naissent de la situation actuelle, qui s'adressent à toutes les personnes présentes et concernées sans qu'elles aient besoin d'intermédiaire. Elles touchent la probité des choses que l'*idiota* moderne voit autour de lui et qu'il refuse de comprendre parce qu'il récusé toute professionnalité dans l'explication. Il refuse de rétrécir l'horizon du questionnement alors que c'est là en vérité la condition nécessaire de toute «réponse» du penseur professionnel.

Et pourtant il ne s'agit pas d'un questionnement banal car il ne s'inscrit pas dans la continuité de l'action quotidienne. Il s'agit d'un questionnement de fond, ontologique, philosophique donc. Mais ce n'est pas l'adhésion à une méthode quelconque qui garantit le statut philosophique de ce questionnement, c'est son *authenticité*. Il est «vrai» parce que porté par un vrai besoin de questionner.

Et sa première question est, par conséquent, celle de la situation où je me trouve lorsque je ressens ce besoin si étrange et si spécifique qui m'assaille *du dehors* et contre ma volonté et qui agit parfois contre mon instinct de conservation dans la société.

D'où l'on peut conclure : la situation du penseur dissident *est* la question de la situation où il se trouve.



b) La vérité.

Laissons de côté toute la problématique philosophique de la vérité en tant qu'évidence, en tant qu'accord du phénomène avec son être, etc., et tournons-nous vers le concept heideggérien de vérité en tant qu'*alétheia*, c'est-à-dire «*dec-ouverture*» de l'être. Dans la pensée dissidente, cette notion se concrétise radicalement et avec une certaine impertinence : elle se demande en permanence où se trouve exactement cette ouverture, chez qui, en quel point, à quelle heure elle a eu lieu et dans quelles circonstances. Si j'exagère, c'est pour montrer l'attention que la pensée dissidente porte aux conditions et circonstances dans lesquelles se manifeste historiquement ou biographiquement cette «ouverture de l'être» dans la vie personnelle et sociale, c'est-à-dire aux possibilités réelles de parvenir en un lieu vrai.

La vérité est d'abord, pour la pensée dissidente, cette vigilance constante envers la situation de la vérité, ses conditions, le lieu où elle règne ici et maintenant.

Cette affirmation peut éveiller vos craintes : de fait, on peut pressentir un danger totalitaire tapi sous cette notion. Ne s'agit-il pas d'une ennième tentative pour classer les choses et les gens *a priori* et selon des critères plus qu'incertains ?

VACLAV HAVEL

Il y a des repères qui permettent de contrôler l'opération. D'abord, il est évident qu'on est autorisé, voire invité, à utiliser ce procédé envers soi-même. Ensuite, il s'avère que la vérité est toujours étroitement liée à l'*expérience de la misère* et cela est tout à fait fondamental.

Tant qu'il y a encore quelque chose à miser, à posséder, à être, la vérité ne peut pas y *avoir lieu*. Une situation ne nous dévoile sa vérité qu'au moment où nous avons perdu notre équilibre, notre cadre, notre «investissement», notre rôle à jouer, etc. La vérité, c'est ce qui reste après. Il faut perdre tout, jusqu'à sa propre «subjectivité» ou son identité en tant que «sujet». Ensuite seulement on devient un représentant de la vérité. Mais tout cela n'est «vrai» que s'il s'agit d'une *misère* profonde.

D'où l'on peut conclure : la vérité est perçue dans la pensée dissidente comme un événement vécu dans une situation concrète, et même comme le *dernier événement possible* dans cette situation; il intervient alors que tout le reste s'est dérobé, comme l'horizon ultime, dans la dimension de la *misère*. La vérité est donc notre possibilité de nous abandonner à la vérité. Cette possibilité est en fin de compte ressentie comme un *don*.

c) La raison.

Elle est avant tout pour le penseur dissident la faculté de s'orienter dans la vie. Elle n'est plus perçue dans sa dimension universelle et abstraite comme un système, une méthode qui garantit la domination du monde et constitue une technique infaillible pour la réaliser au nom du bonheur de l'humanité ainsi que l'affirma le rationalisme européen, mais plutôt dans sa dimension pratique, relative et situationnelle, comme un outil artisanal pareil à un marteau ou un tournevis qui ne doit pas dépasser les limites de sa tâche. Comme telle, elle nous permet de faire le tour de notre situation, de nous retrouver.

Privé de ce «contenu» *a priori*, la raison en tant que telle, la raison pure, n'a pas beaucoup de sens pour la pensée dissidente. Et même, elle devient immédiatement un mensonge plus ou moins déclaré ou caché malgré tous ses efforts et ses résultats parfois spectaculaires parce qu'elle ne donne plus de repères pour l'orientation.

LA POLITIQUE ET LA CONSCIENCE

Que veut dire, «s'orienter»? Il s'agit évidemment de la faculté de *fixer* une direction quelconque, ce qui implique déjà d'un côté, une certaine communication et de l'autre une compréhension qui la fonde. Le fait même de nous retrouver dans une situation «en vérité» permet de comprendre et de critiquer des situations analogues transmises par les patrimoines littéraires ou coutumiers. La situation une fois comprise, c'est-à-dire «orientée», demande toujours à être de nouveau fixée, afin d'être donnée aux autres et à la postérité. En même temps, elle rend possible une lecture plus appropriée des témoignages qui nous ont été légués et qui se montrent alors comme un *don* dont nous éprouvons de la reconnaissance. Il s'en suit que le travail de la raison, même s'il est assez monotone et répétitif, est fait d'une discontinuité d'actes, de compréhensions, de critiques, d'orientations, de rencontres, d'écritures et de lectures et n'équivaut pas un accroissement quelconque de la Tradition comme on pourrait présumer. De fait, un tel accroissement de la Tradition n'implique ni orientation ni critique. La Tradition, c'est-à-dire le patrimoine littéraire ou coutumier, n'existe pour cette raison en vérité qu'aux moments *donnés*, où il devient de nouveau lisible, où il se montre comme un don nouveau, et c'est toujours dans le cadre de la compréhension actuelle d'une situation concrète qui s'oriente.



MARTIN HYBLER

d/ L'éthique et la religion.

De nos déductions semble découler assez clairement que la question de l'éthique est pour toute la pensée dissidente absolument centrale, ce qui est bien compréhensible vu le contexte social de la vie des dissidents. Bien sûr, il ne s'agit pas de la constitution d'un codex des valeurs et des devoirs correspondants.

Le point de départ est là aussi, comme souvent dans la pensée dissidente, une expérience éthique dont le contenu est ensuite analysé. La question éthique succède à la question ontologique. Alors seulement, lorsque l'ordre ontologique cesse de garantir la vie humaine et de donner la possibilité de respecter un système moral, la question éthique devient sérieuse. Si l'on ne peut plus dire ce qui est ni ce que c'est, une question urgente se pose : que faire ? Comment se comporter face à une situation devenue fondamentalement incertaine, opaque ? On sent très bien qu'il faut donner une réponse définie. Dès qu'on a ressenti cette nécessité, cela veut dire qu'on est déjà «*atteint*». Cette «*atteinte*» est une chose qui surprend, qui vient *du dehors* parce qu'il n'existe aucune raison pour laquelle je devrais l'être. Je pourrais évidemment continuer à fonctionner comme avant, établi dans mon cadre social, économique, familial, etc., mais pour une raison inconnue je ne peux plus.

Que résulte-t-il de cette atteinte ? Elle me rejette hors de la situation que j'occupais dans le fonctionnement socio-économique, elle la dénonce comme situation fautive. Et la réaction à cette atteinte est très simple et cependant lourde de signification : *il faut rester* au lieu obscur où j'ai été jeté, il faut le respecter et le maintenir dans son asymétrie propre. Il faut être solidaire de ce lieu et des hommes atteints de la même manière. Il le faut à tout prix.

Il y a deux raisons à ce comportement apparemment peu raisonnable. Premièrement, la crise ontologique de notre époque n'est comparable à aucune dans l'histoire de l'Occident. Elle comporte le danger d'un effondrement total, parce que de tout l'ordre ontologique du monde il ne nous reste qu'un squelette cliquetant, un mécanisme déchaîné. De ce fait, il est probable qu'il ne s'agit plus du passage d'un mode de détermination à un autre, comme c'était le cas aux autres époques ontologiquement incertaines, mais d'un état de détermination minimale (c'est-à-dire

LA POLITIQUE ET LA CONSCIENCE

strictement fonctionnelle) qui représente l'aboutissement de la tradition métaphysique européenne à quelque chose d'essentiellement autre, peut-être à la *non-détermination* comme telle. Il n'est donc plus possible cette fois d'essayer de fonder un ordre ontologique nouveau, tous les essais en ce sens se dégradant d'ailleurs très vite vers une répétition de schémas idéologiques qui ne sont au fond que des schémas fonctionnels.

La deuxième raison de demeurer dans l'*atteinte* et l'asymétrie dérive de ce fait même que cette atteinte est portée *du dehors* de notre expérience, ce qui nous oblige à la respecter et à nous solidariser avec elle, même si ce lieu est un non-lieu sans contenu propre sinon son devenir et son asymétrie purs. Il est ainsi possible et peut-être nécessaire, de vivre cette solidarité avec elle (et avec tous ceux qu'elle a touchés) dans un esprit en quelque sorte religieux, comme une révélation divine qui correspondrait à notre époque.

Le totalitarisme comme mal le plus parfait qu'on ait jamais vu a quelque chose de logique et porte en soi un sens profond : l'homme de l'âge technique qui s'est complètement oublié a un profond besoin de ce malheur absolu parce que c'est la seule façon de lui faire éprouver qu'il vit encore.

e/ La politique.

L'éthique et la politique sont une même chose. Cette constatation banale, naïve et mille fois démentie par la pratique est pourtant le point de départ de la réflexion politique des dissidents. Mais si nous repensons l'éthique dans le sens évoqué ci-dessus, et si nous passons en revue les alternatives possibles (ou impossibles) en une époque aussi critique que la nôtre, cette formule peut nous éclairer encore aujourd'hui. Nous allons l'essayer, quoique, dans ce domaine, la distance entre l'Est et l'Ouest paraisse particulièrement infranchissable.

La notion de politique se réduit aujourd'hui souvent à son aspect systématique et organisateur, c'est-à-dire à l'aspect du fonctionnement de la société, ce qui suppose une répartition efficace du pouvoir. Le citoyen est par conséquent défini essentiellement comme le détenteur d'une particule minimale ou atome de pouvoir qui - étant trop petite pour être utilisée - est ensuite déléguée par la procédure du vote à des représentants chez qui cette concentration de puissance est capable de régler les affaires de la

MARTIN HYBLER

vie sociale. Dans les pays de l'Est le système de délégation est tout à fait différent, ce qui est bien connu : selon l'*a priori* d'une certaine idéologie, la classe ouvrière est dans la société la partie la plus active, et celle dont les intérêts sont les plus justes ce qui lui donne le droit à la domination. Elle le fait par l'intermédiaire de son avant-garde qui est le parti communiste organisé selon le principe du centralisme démocratique où toutes les fonctions exécutives sont confiées au Comité Central et, par conséquent, au Politburo et à son Président. Il s'agit donc de toute une cascade de délégations *fictives* fondées sur une vision idéologique qui légitime le pouvoir.

Néanmoins, la définition sous-jacente de la politique reste la même dans les deux cas : c'est un système de partage du pouvoir qui doit être organisé d'une certaine manière pour obtenir le fonctionnement le plus efficace de la société. Il s'agit d'un processus de concentration de l'énergie sociale pour qu'elle soit au mieux utilisable.

Mais la manipulation reste manipulation, même si elle est exercée sur fond de consensus démocratique et si son cours peut être influencé par des épisodes électoraux, et si - si l'on peut dire - tous deviennent dans une certaine mesure manipulateurs. On oublie le plus souvent que le pouvoir, devenu essentiellement technique du pouvoir, ne peut jamais se dominer soi-même, puisqu'il est par définition irresponsable.

La seule responsabilité qui puisse être assumée, dans une vision technicienne de la société, est en fait une «responsabilité fonctionnelle» à qui ne se pose qu'une question : Est-ce que ça marche, ou non ?

Même si les représentants élus sont personnellement conscients de leurs responsabilités et essaient de les exercer le mieux possible (ce qui est vrai de la plupart des dirigeants occidentaux), ils ne peuvent jamais y parvenir et rompre le cercle vicieux qui les enferme. En fait, ils ne peuvent être que les dépanneurs de la machine sociale et ils ne peuvent faire rien d'autre que la dépanner.

Or, apparaît la nécessité d'une autre définition du citoyen. Le voir comme un détenteur d'un atome du pouvoir suppose une

A PROPOS DE LA PENSÉE DISSIDENTE

vaste réduction préalable fondée sur une vision purement fonctionnelle de la société. Ce qui est ainsi réduit à un aspect impersonnel, technique ou énergétique, ce n'est que ma liberté. Or cette liberté est d'abord une possibilité d'agir en responsable dans la communauté où je me trouve et à laquelle je suis organiquement lié par le lien de solidarité avec notre «atteinte» commune. Cette liberté n'est pas seccable en particules.

«Agir en responsable» n'est possible que dans le cadre d'une relecture critique des patrimoines respectifs, qui a pour condition la compréhension de mon *lieu* dans la communauté, situation qui implique, nous l'avons vu, le respect de l'*atteinte* qui nous jette dans l'asymétrie. Il s'en suit que ma possibilité d'agir en responsable, c'est-à-dire ma liberté, est en même temps un devoir. On ne peut concevoir que ce devoir soit fondé seulement sur des rapports de libre échange symétrique, ou réciproquement avec la communauté, c'est, plus profondément, un devoir éthique au plein sens de ce mot, qui s'applique également à la «haute» politique et à l'action la plus commune. Nous y sommes tous également impliqués bien que nos situations et nos tâches restent de notre ressort particulier.

C'est ainsi que la politique et l'éthique se rejoignent dans les faits.

f) L'histoire

L'intention principale de la pensée dissidente est de réhabiliter l'événement en tant que source de l'histoire. Cette tâche est devenue très difficile étant donné l'opinion aujourd'hui répandue et l'expérience vécue selon lesquelles l'événement ne serait que le résultat de l'action des *forces* - sociales, économiques, psychologiques, etc. On oublie qu'il est facile d'affirmer le contraire : que seul l'événement nous rend capables de «lire» et d'interpréter l'histoire en construisant des modèles interprétatifs qui incluent les *forces* impersonnelles sus dites. Mais cette expérience de l'événement s'est déjà perdue, à tel point que la plupart des personnes et des sociétés vivent leur vie d'une manière a-historique, et que les schèmes interprétatifs sont devenus l'expérience vécue elle-même.

MARTIN HYBLER

Or, qu'est-ce qui fait qu'un événement se produit et que notre histoire commence à se dérouler à partir de lui ? Ce qui en décide est notre loyauté à l'égard de cet événement, notre respect envers lui. Si nous le prenons au sérieux en nous interrogeant sur ce qui s'est passé, si nous restons *immuables* dans la situation créée par l'événement, nous verrons qu'un chemin se dessine, un chemin qui n'est pas la résultante de *forces* mais qui est en vérité *historique*.

Ce qui est caractéristique du monde contemporain, c'est la falsification quasi-totale de l'expérience vécue : les gens eux-mêmes se sentent des résultantes des *forces* impersonnelles. C'est l'expérience du *vide* à laquelle ils tentent par là d'échapper. Ou l'expérience de l'absurde. Or si nous ne tentons pas de l'esquiver, cet absurde peut se montrer comme tel et voici qu'incontestablement quelque chose m'advient, s'adresse à moi, m'appartient, m'importe, me touche, *m'atteint*. Nous voilà de nouveau dans la situation éthique, c'est-à-dire de la solidarité. Il est effectivement possible de l'éviter : l'idéologie n'a été créée que pour cela.

Mais si nous décidons de *rester* immuables, nous trouverons avec surprise qu'une compréhension nouvelle, une lecture nouvelle et critique du passé devient possible et qu'après quelque temps notre vie devient historique. Du même coup il devient obligatoire de laisser une trace. Et nulle doute qu'aucune «force historique» n'est plus capable de nous décharger de cette responsabilité tout à fait personnelle.

Les différences d'échelle de l'événement peuvent varier à l'infini : peu importe s'il s'agit d'une expérience strictement individuelle, d'un petit groupe, d'un ensemble très vaste, ou de toute une société. La valeur et la signification restent toujours les mêmes, à savoir *historiques*.

g/ La langue.

A la fin de ce «dictionnaire minimum» de la pensée dissidente, je voudrais ajouter quelques mots sur la langue. Mais a-t-on vraiment besoin de cela ? On pourrait tout aussi bien déduire l'essentiel de mon propos à la manière dont ce dictionnaire s'est constitué. Le mode de croissance de ses articles est suffisamment parlant. Il révèle assez bien ce que la pensée dissidente attend de la langue.

A PROPOS DE LA PENSÉE DISSIDENTE

En fait, il s'agit toujours de se rappeler parfois péniblement et à tâtons ce que les mots sont *en vérité*, ce qu'ils ont à dire en tant que tels. Il faut surtout les laisser parler, leur laisser la parole, c'est un devoir. Il faut les veiller, en les ramenant à leurs expériences d'origine, aux situations où ils sont nés.

C'est à ce carrefour que l'on quitte l'usage irréfléchi du langage-machine « Basic » ou du bafouillage idéologique.

3. De quelques parallèles et points d'accord potentiels entre des dissidents de l'Est et des royalistes français.

Je me limite à rappeler quelques points de repère que nous pourrions ensuite développer dans la discussion :

a) Refus de l'idéologisation de la pensée et de l'action, accent mis sur la réponse libre selon la situation en question dans le cadre toujours spécifique de la communauté.

b) Pourtant il ne s'agit pas d'un eclectisme proprement dit, parce que l'action doit être gouvernée par la lucidité naissante de la re-lecture responsable et critique des patrimoines respectifs. Le sentiment intérieur de la nécessité d'une telle action.

c) Le rapport « pré-scientifique », pré-idéologique ou « vital » avec l'histoire et la culture qui met en cause la responsabilité individuelle et concrète de chacun.

d) Le rapport assez particulier, on pourrait dire « spéculaire », à la notion du droit divin : beaucoup de dissidents sentent qu'en fin de compte la nature du système du pouvoir dans leur pays ne peut être comprise entièrement sans qu'on prenne en compte sa dimension « diabolique ».

En fait, on peut l'interpréter comme l'aboutissement absurde de la tentative des hommes de se gouverner tous seuls d'une manière purement scientifique et rationnelle ou comme une réalisation à la fois parfaite et fictive du pouvoir en tant que technique de domination. Ce pouvoir est donc fondé sur un désir de se comporter en dieu.

MARTIN HYBLER

Peut-être une analyse plus profonde montrerait-elle qu'il est possible de révéler d'autres points communs aux dissidents et aux royalistes et il serait tout à fait intéressant de réfléchir plus profondément sur l'arrière-plan possible de cette rencontre assez étrange à première vue, qui pourtant ne me paraît pas si fortuite. Mais cela déborde de loin le cadre que nous avons aujourd'hui à notre disposition.

Je vous remercie, mesdames et messieurs, pour votre attention.

Martin HYBLER

le 23 mai 1984

aux «mercredis de la N.A.R.» à Paris



CHINE MILLÉNAIRE, CHINE NOUVELLE (II)



Depuis plus de 24 heures, nous nous éloignons de Xian, le temps d'ordonner un peu les idées et ces notes de voyage. Une demi-journée d'arrêt à Tcheng-Tcheou dont l'origine remonte au II^{ème} millénaire avant l'ère chrétienne, Thoutnes II régnait à Thèbes... Pour l'heure, c'est - jeu de mot bien facile - le train-train habituel (18^e jour de train depuis Paris). Fan me traduit quelques paragraphes de Renmin Ribao du jour. L'organe central du P.C. chinois ne fait pas dans la fantaisie; j'apprends cependant avec un évident intérêt que le tome IV des œuvres choisies de Mao vient d'être traduit en braille... Mao encore Mao, telle est la pâture uniforme que l'office de journalisme gouvernemental donne au peuple. Ce qui arrive aux autres nations et qui ne concerne pas la longue marche de la révolution autour du monde est dénué d'intérêt. A nouveau, discussions sans issue. Nous avons réglé le problème de Hong Kong et de Taïwan par un non lieu. N'étant jamais interrogé sur ce qui se passe chez nous, reste la révolution. J'ai trop parcouru le monde pour être convaincu de sa nécessité en bien des lieux, mais pourquoi faut-il qu'elle apparaisse irréconciliable avec un brin de fantaisie ?

VOYAGE EN CHINE

La chaleur devient accablante, la banlieue de Changhai me paraît interminable. Kiang est inquiet, mais aussi sans doute secrètement heureux il ne pourrait supporter que «sa» ville où il habite avec son épouse et ses deux filles d'une quinzaine d'années nous reçoive avec moins de faste que Xian et Pékin.

Installés comme il fallait s'y attendre dans un des somptueux salons de l'Hôtel de la Paix, ex-hôtel Cathay, de fastueuse mémoire, jadis et sans doute encore le meilleur hôtel de toute l'Asie, nous sommes prêts à affronter pour la énième fois l'apologétique Sino Marxiste.

Abreuvés de statistiques depuis le départ, il en est 2 ou 3 que nos hôtes ont la délicatesse d'éviter de nous servir en ces lieux, mais je n'ignore pas qu'aux environs de 1930 le coefficient de dépravation des mœurs de Changhai était phénoménal; une prostituée pour 130 habitants et il faudrait à un Occidental une mémoire singulièrement courte pour aborder cette ville qui subit les effets outrageants des concessions extraterritoriales, la conscience dégagee.

Kiang qui s'était, jusqu'alors, partagé en quatre pour nous satisfaire, va se multiplier par 10 - et en Chine, ce chiffre signifie la multitude, pour que nous emportions du plus grand port de la République, un souvenir inoubliable. Et c'est la grande farandole des visites et des réceptions. Première impression : la foule, énorme fourmillière, mais sous cet hallucinant va-et-vient, on perçoit comme une sorte d'ordre; j'ai l'impression d'assister à un ballet bien réglé; est-ce dû à l'absence presque totale de véhicules à moteur ? Est-ce dû à l'effet de l'habillement uniformément bleu de tous ces gens ? Ce désordre apparent cache quelque chose de rigoureux; rien à voir avec la bousculade déguenillée de certaines villes des Indes, l'indescriptible cohue du Caire ou même, plus près de nous, la grande pagaille napolitaine.

Deuxième impression marquante, les tristes traces de l'occupation occidentale avec les immeubles du célèbre BUND construits pour le luxe et reconvertis pour le bonheur du peuple; Copacabana colonisé par les témoins de Jéhovah... Au passage, une pancarte, vestige du passé, mais fort bien conservée avec cette inscription en chinois et en anglais : «Accès interdit aux chiens et aux Chinois».

Voici la 2ème partie de l'étape «Chine millénaire, Chine nouvelle» (1ère partie publiée dans le numéro 8 de «Cité») du voyage que Michel Fontau-relle nous raconte depuis le numéro 5 («L'Union soviétique où le rouge est mis»), qui nous avait déjà menés à la frontière sino-soviétique (numéro 6-7 : «La Chine ou la séduction déployée») et qui nous entraînera dans le prochain numéro «Des communes populaires à la Grande Muraille».

VOYAGE EN CHINE

A elle seule elle justifie cent fois le discours que Kiang nous tient, alors que nous roulons en car pour effectuer un tour général de la ville.

«Changhai possède une glorieuse tradition révolutionnaire, son peuple, combattit l'invasion impérialiste dès ses débuts. Le parti communiste chinois y fut créé le 1er juillet 1924 et sous sa direction la lutte révolutionnaire anti-impérialiste et anti-féodale menée par la population de la ville et plus particulièrement par la classe ouvrière, prit toute son ampleur...»

C'est ainsi que la capitale du vice est devenue en une quinzaine d'années le modèle du puritanisme chinois symbolisé plus qu'ailleurs par la transformation du «Grand Monde», le plus grand lupanar que la terre ait jamais connu en un immense parc d'attraction d'une paisible sagesse; manèges, théâtres, jongleurs, contortionnistes et une concentration de sourires qui réchauffe le cœur.

C'est sous mille bravos qu'au jeu de massacre, de mes dix balles en sciure, bien ajustées, j'abats successivement ce qui me semble être une méchante caricature d'Anthony Eden, suivi par l'oncle Sam au gibus démesuré, et enfin un Nixon particulièrement grimaçant. Le général de Gaulle étant absent de cette cohorte de la honte, le sacrilège m'est épargné.

Cependant, nous ne sommes pas venus de si loin pour prolonger de telles futilités, la Chine en marche, surtout à Changhai, nous attend. Le point sur l'industrie est fait lors de la visite du monstrueux palais de l'amitié sino-soviétique, pas encore débaptisé, une insulte à l'art de 96.000 m². Le style impérial auquel la Reine Victoria a donné son nom et dont j'ai vu de nombreux spécimens sur la BUND est empreint d'humanité, d'intimité, de sensibilité auprès de l'architecture stalinienne. Sous l'œil obsédant de Mao, sous une immense banderole «Déployons tous nos efforts, allons toujours de l'avant pour édifier le pays socialiste d'après les principes : quantité, qualité, rapidité, économie, ligne générale de la construction sociale en Chine», je note une impressionnante série de chiffres, puis la visite commence. Toutes ces réalisations me semblent bien dépassées, démodées, mais pourquoi vouloir comparer ce qui ne l'est pas ? Il faut bien admettre que tout ce que je vois ici a été créé en moins de 15 ans, toutes ces réalisations, je ne les ai jamais rencontrées en Afrique et si peu en Amérique du Sud;

CHRONIQUE

alors pourquoi ce sourire de dédain que je refoule vite. Qu'en sera-t-il de cette exposition dans 15 ans ?

Tout se passe donc bien et longuement, un seul geste d'humeur de mon compagnon de route, lorsque, découvrant un métier à tisser Jacquard «découverte récente d'un ouvrier d'élite», il s'écrie : «Mon grand-père a passé sa vie à en installer. Que le seul peuple dont on ne peut dire qu'il n'a pas inventé la poudre nous laisse au moins le bénéfice de quelques trouvailles».

C'est au cours d'une longue promenade en bateau sur le fleuve Jaune, au milieu de jonques aux voiles déployées que nous recevons la promesse d'une rencontre avec l'évêque de Changhai pour le lendemain.

Rien de plus bref et de plus terrible. Un homme, habit de clergyman, aucun signe distinctif, cheveux gris, visage émacié. A ses côtés, un jeune prêtre souriant : son secrétaire, même costume. L'évêque de Changhai ne parle ni le français ni l'anglais; tous ses professeurs de philo et de théologie étaient chinois, nous explique l'interprète qui n'est ni Kiang, ni Fan, et que cet énorme mensonge n'étouffe pas. L'évêque a l'air terrorisé. Nous pénétrons dans

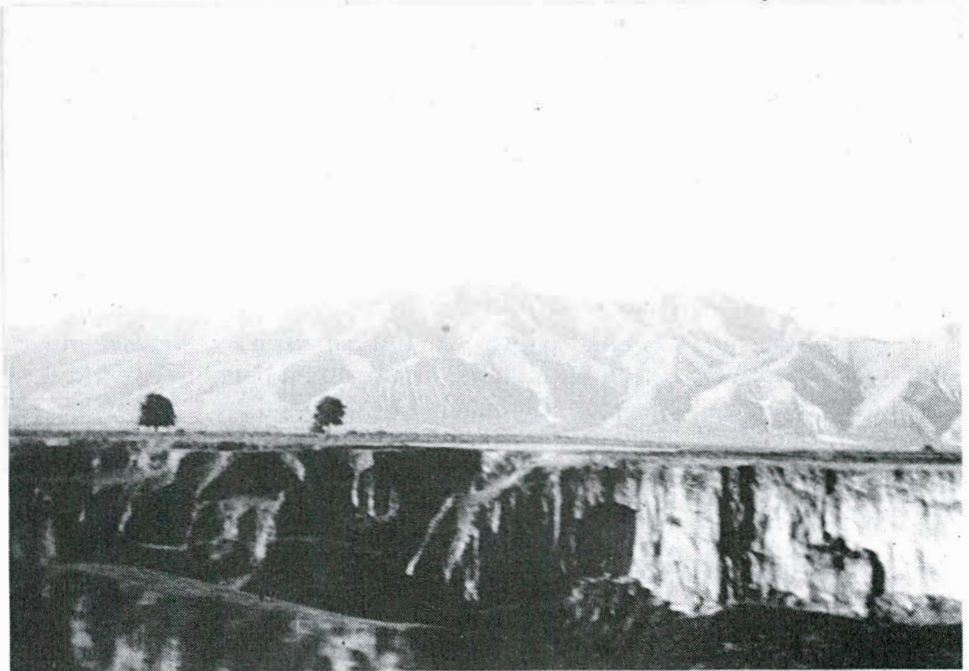


VOYAGE EN CHINE

la cathédrale, là-bas, dans l'obscurité une lampe brille, rouge - opportune coïncidence. Tour rapide, il faut en finir vite, très vite. Avez-vous encore des questions à poser ? Non merci, nous savons tout. Et la routine reprend ses droits. Ce soir Monsieur Hu Tsan Chen, un personnage très important paraît-il, nous reçoit. Mille amabilités au dernier étage de l'Hôtel de Changhai d'où l'on découvre la ville. Banquet, toasts, kampé, comme si rien ne s'était passé ce matin.

La veille, on avait satisfait notre étrange curiosité, mais pour les gens de Luxingshe, nous n'avions pas fait des milliers de kilomètres en train, uniquement pour plier le genou devant une lumière, fût-elle rouge, accompagnés de deux chinois muets qui n'étaient même pas habillés en bleu. Après les scènes hier, d'un passé qui se meurt, nous allons découvrir la Chine d'aujourd'hui, non dans ses palais et ses usines, mais dans ce qui est sa substance même : la jeunesse. Ce sera l'apothéose, du moins dans l'esprit des planificateurs de ce voyage.

Je pénètre dans un vaste bâtiment, architecture très britannique, splendide simili gothique et fleurs de lys à profusion, un horizon



«C'est alors dans les grottes du Yenan, là dans ces lieux que je traverse...»

CHRONIQUE

connu qui me prédispose à l'indulgence. La visite d'une «simple école de quartier de 2000 élèves», commence.

Tout y passe ou presque : classes, dortoirs, réfectoires et d'étage en étage, le groupe progresse au milieu des rires d'enfants et des applaudissements. Là, une ronde d'aimables fillettes aux foulards rouges «Nous irons voir le Président Mao à cheval». Hue donc; ici un concert donné par des jeunes de 14 à 15 ans qui interprètent une «ode au Président Mao».

Mao Tsé TOUNG est semblable au soleil
Il brille encore plus que le soleil
Petit frère, petite sœur
Battez des mains, accourez et chantez
Mao Tsé TOUNG est semblable au soleil.

Suit un ballet, dansé par des adolescents à l'air farouche, dont l'argument est, en toute simplicité, l'histoire de l'anéantissement des Etats-Unis par la Chine de Mao; démonstration étourdissante de l'équipe de ping-pong et arrive la salle des modèles réduits. Catastrophe, le bel avion rouge «Président Mao» se met à crachoter et cale; c'est la consternation. De multiples compliments ne changeront rien à l'affaire. Le moniteur des modèles réduits est effondré; l'ami Fan n'a jamais autant transpiré; il n'est que temps de se replier dans un salon pour aller se désaltérer en dégustant le thé vert offert par le Directeur de cette école dont on ne voudrait tout de même pas me faire croire qu'il en existe beaucoup de pareilles en Chine.

Et c'est ici, dans cette pièce qui sent l'encaustique des bonnes sœurs que l'horreur se dévoile dans toute son étendue. Un dialogue précédé de quelques banalités, traduit phrase après phrase, enregistré sur un petit magnétophone, nouveauté à l'époque, et dont je ne retranche, ni n'ajoute un mot :

— Monsieur le Directeur, à quelle heure les externes rentrent-ils chez eux ?

— Personne ne rentre. Les parents qui travaillent à l'usine peuvent venir voir les enfants une heure par jour.

— Mais ces enfants doivent avoir des vacances ?

— Oui, mais ils ne retournent pas chez eux.

— Enfin, expliquez-vous, il y a des enfants, il y a des parents; vous ne pouvez les séparer indéfiniment ?

— Les enfants naissent; il est du devoir de l'Etat de les éduquer,

VOYAGE EN CHINE

car, comme l'a dit le Président Mao Tsé Toung ...L'amour paternel, maternel ou filial est un préjugé bourgeois qui conduit inévitablement à l'individualisme et à l'égoïsme. La future société communiste ne peut s'accomoder de cela. Dans la phase actuelle, il est difficile d'enlever ce sentiment aux parents; des siècles de morale décadente ont fait cela, mais nous y parviendrons, et à ce moment-là, la société communiste sera établie; on se rendra compte que nos sentiments n'étaient que des préjugés. La famille est une caste, l'amour est une aliénation et nous luttons pour la liberté absolue de l'homme.

Tel quel.

Le soir même, j'entreprends Kiang sur cette ignominie. Sur sa femme, sur ses deux filles. Les réponses à mes questions n'en sont pas. «Mais non, ce n'est pas tout à fait ça, il faut essayer de nous comprendre, il faut comprendre !»

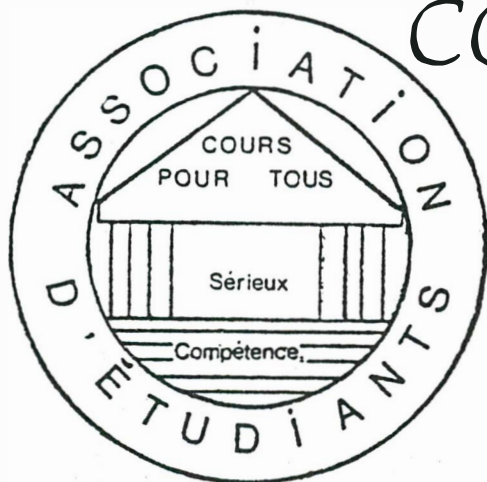
Comprendre quoi ?

Michel FONTAURELLE

Prochain numéro : Des communes populaires à la Grande Muraille.

Publicité

Association d'étudiants COURS POUR TOUS



Siège Social : 3 rue de Courcelles
75008 PARIS

Téléphone : 561.03.15

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à CITE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris

règlement à l'ordre de CITE, CCP 23 982 63 N Paris

NOM :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

.....

souscrit un abonnement,

/ / normal : 60 F

/ / soutien : 100 F

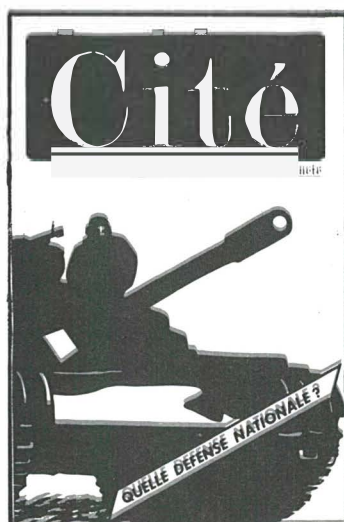
/ / fondateur : 500 F

ci-joint règlement par - chèque bancaire - C.C.P.

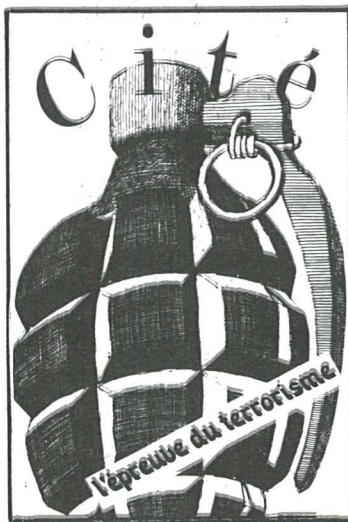
(l'abonnement donne droit à 5 numéros de la revue)

pour tout changement d'adresse,
joindre 6 F en timbres poste

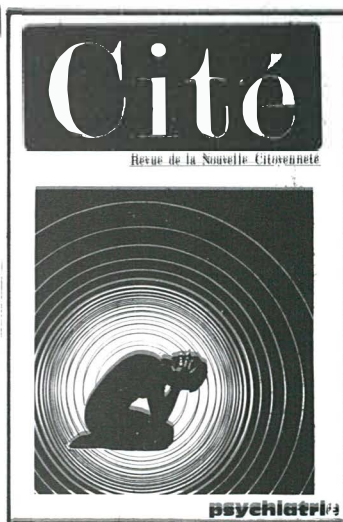




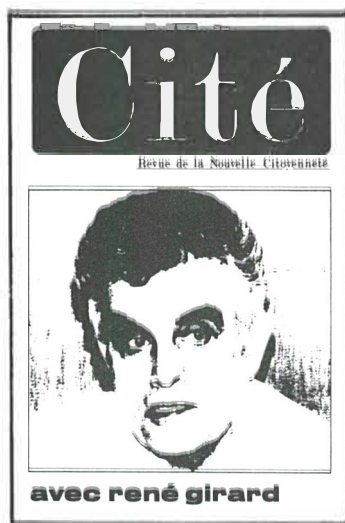
Numéro 1 : 15 F



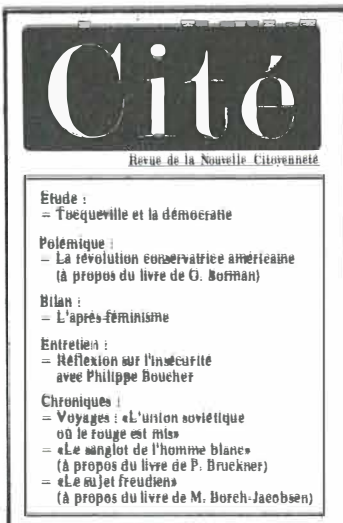
Numéro 2 : 15 F



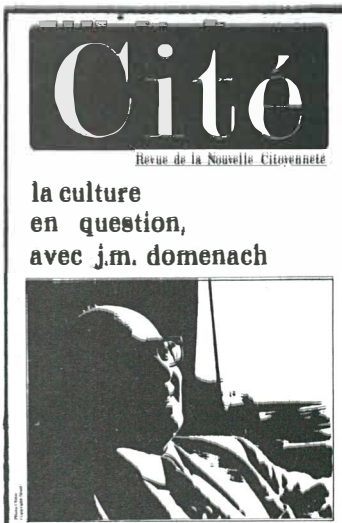
Numéro 3 : 15 F



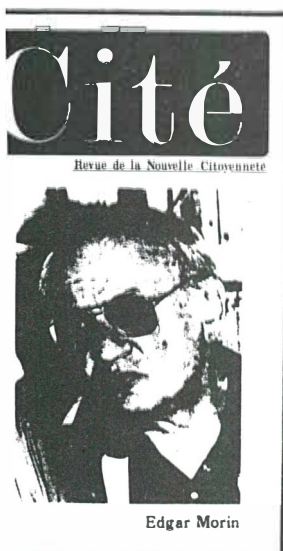
Numéro 4 : 15 F



Numéro 5 : 15 F



Numéro 6-7 : 20 F



BON DE COMMANDE A RETOURNER A «CITÉ»
 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris

Nom/Prénom :

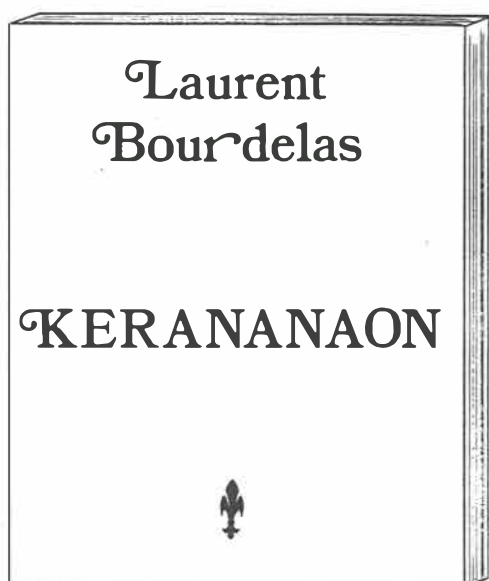
Adresse :

commande les numéros suivants de «Cité» :

et verse la somme correspondante à l'ordre de «Cité»

CCP 23 982 63 N Paris

vient de paraître :



*«La Bretagne le hante et lui même
hante le Limousin
(ces terres ont le même grain
dru)»*

*Jeune homme ombrageux
il veut savoir à l'ombre de qui il a poussé
il est venu.
Il va donc, chevalier en quête,
prendre conseil auprès du grand Chrétien de Troyes
qui l'envoie tout droit son chemin
à la miraculeuse fontaine.*

Kerananaon en est le lieu, dit-il.»

(extrait de la préface de Luc de Goustine)

1 exemplaire (franco de port) : 32 F

2 exemplaires (franco de port) : 60 F

règlement à l'ordre de

«Cité» CCP 23 982 63 N Paris
17, rue des Petits-Champs 75001

poésies

LAURENT BOURDELAS est né le 30 septembre 1962. Il a suivi des études en Lettres Supérieures au Lycée Gay-Lussac de Limoges puis en histoire médiévale.

Il apprécie tout particulièrement les écrivains français et russes du XIX^{ème} siècle, mais aussi Gracq, Bouhier et des auteurs «régionaux» comme Blot, Courtaud, de Goustine, Nivôse et Vezzano.

Membre fondateur de la revue «FRICHES», il a aussi publié dans «RESURRECTION», «TRACES» et diverses revues. Il est depuis peu directeur de la publication d'une nouvelle revue limousine : «ANALOGIE».

Laurent Bourdelas est animateur d'une émission littéraire sur une radio locale privée.

A «L'Echo du Centre» qui lui posait la question, il avait répondu qu'il n'envisageait «la paix et l'amour que comme de douces et chaudes utopies ravivées de temps à autres par les poètes» ... On trouvera l'illustration de cette remarque dans «Kerananaon», son premier recueil édité.